

N°	Signature Signatur	Genre Typ	Affaire Geschäft	Traitement Behandlung	Personnes Personen	Remarques Bemerkungen	Cat. Kat.
1.	2013-GC-39	Divers <i>Verschiedenes</i>	Ouverture de la session <i>Eröffnung der Session</i>				
2.	2013-GC-4	Divers <i>Verschiedenes</i>	Communications <i>Mitteilungen</i>				
3.	2019-DSAS-67	Loi <i>Gesetz</i>	Loi sur les structures d'accueil extrafamilial de jour (LStE) - Introduction d'un nouvel article 13a LStE <i>Änderung des Gesetzes über die familienergänzenden Tagesbetreuungseinrichtungen (FBG) - Einführung eines neuen Artikels 13a FBG</i>	Entrée en matière, 1re et 2e lectures <i>Eintreten, 1. und 2. Lesungen</i>	Gaétan Emonet Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Philippe Demierre Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		I
4.	2021-DSAS-97	Décret <i>Dekret</i>	Décret concernant la validité de l'initiative constitutionnelle «Pour des urgences hospitalières publiques 24/24 de proximité» <i>Dekret über die Gültigkeit der Verfassungsinitiative «Für bürgernahe öffentliche Spitalnotaufnahme 24/24»</i>	Entrée en matière et lecture <i>Eintreten und Lesung</i>	Anne Meyer Loetscher Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Philippe Demierre Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		I

N°	Signature Signatur	Genre Typ	Affaire Geschäft	Traitement Behandlung	Personnes Personen	Remarques Bemerkungen	Cat. Kat.
5.	2020-GC-186	Mandat Auftrag	Prise en charge, dans le cadre des mesures financières COVID-19, des surcoûts des EMS et des services d'aide et de soins à domicile <i>Übernahme der Mehrkosten von Pflegeheimen und Spitexdiensten im Rahmen der finanziellen COVID-19-Unterstützungsmassnahmen</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Erika Schnyder Ursula Krattinger-Jutzet Bernadette Mäder-Brühlhart Claude Chassot Pierre Mauron Sébastien Dorthe Bruno Marmier Chantal Pythoud-Gaillard David Bonny Antoinette de Weck <i>Auteurs / Urheber</i> François Ingold Simon Zurich <i>Auteurs remplaçants / Stv. Urheber</i> Philippe Demierre Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		
6.	2021-DSAS-135	Rapport Bericht	Programme de prévention contre les contaminations aux perturbateurs endocriniens (Rapport sur postulat 2021-GC-38) - Suite directe <i>Präventionsprogramm gegen die Belastung mit endokrinen Disruptoren (Bericht zum Postulat 2021-GC-38) - direkte Folge</i>	Discussion <i>Diskussion</i>	Philippe Demierre Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		

N°	Signature <i>Signatur</i>	Genre <i>Typ</i>	Affaire <i>Geschäft</i>	Traitement <i>Behandlung</i>	Personnes <i>Personen</i>	Remarques <i>Bemerkungen</i>	Cat. <i>Kat.</i>
7.	2022-GC-52	Résolution <i>Resolution</i>	Guerre en Ukraine <i>Krieg in der Ukraine</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Bernhard Altermatt Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Liliane Galley Auteur-e / <i>Urheber/-in</i>		



Message 2019-DSAS-67

14 décembre 2021

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi modifiant la loi sur les structures d'accueil extrafamilial de jour (LStE)

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi modifiant la loi du 9 juin 2011 sur les structures d'accueil extrafamilial de jour (LStE). Ce projet introduit un soutien à l'encadrement particulier pour les enfants ayant besoin d'auxiliaires de vie pour pouvoir bénéficier de l'accueil extrascolaire.

De plus, il dote la loi d'une base légale spécifique pour la perception d'émoluments. Cette adjonction n'est pas en lien avec le projet principal. Elle vise à combler une lacune formelle dans la loi actuelle.

1. Soutien à l'encadrement particulier

1.1. Introduction d'un nouvel article 13a LStE

L'article 6 al. 2 let. d de la loi du 11 octobre 2017 sur la pédagogie spécialisée (LPS) prévoit que des auxiliaires de vie puissent accompagner les élèves en intégration pour les actes de la vie courante. Le coût de ces auxiliaires de vie est réparti entre le canton et les communes pour le travail effectué durant les heures de classe. En revanche, si un tel accompagnement est nécessaire durant le temps que passe l'enfant concerné dans un accueil extrascolaire (AES), le coût de cette mesure est à la charge de la commune.

Par une motion déposée le 10 juillet 2017 dans le contexte des travaux en commission parlementaire relatifs à la LPS, les députées Antoinette de Weck et Katharina Thalmann-Bolz mettent en cause cette incohérence. Les motionnaires demandent à ce que le coût d'un ou une auxiliaire de vie qui interviendrait dans un accueil extrascolaire soit réparti entre le canton et les communes conformément à la clef de répartition des coûts prévue par la loi sur la pédagogie spécialisée. Les députées proposent de compléter la LStE dans ce sens.

Dans sa réponse du 4 septembre 2018, le Conseil d'Etat s'est dit favorable à la modification proposée par les motionnaires et a reconnu la nécessité d'un financement sur le même modèle que celui de la loi sur la pédagogie spécialisée. Le Grand Conseil a approuvé la motion à l'unanimité en date du 11 octobre 2018.

Ainsi, le Conseil d'Etat propose d'adopter un nouvel article 13a LStE. Le projet élaboré prévoit expressément l'octroi d'auxiliaires de vie aux enfants au bénéfice d'une mesure d'aide renforcée (MAR) dans l'accueil extrascolaire. Le financement de ces mesures serait conforme à la clef de répartition des coûts prévue par la LPS.

1.2. L'auxiliaire de vie scolaire

Dans le domaine scolaire, l'auxiliaire de vie scolaire est une personne assurant un accompagnement centré sur les besoins d'un ou une élève en situation de handicap, au bénéfice d'une MAR, dont la situation de handicap le ou la rend très dépendant-e pour accomplir les actes de la vie ordinaire ou qui présente un trouble de santé invalidant. L'auxiliaire de vie scolaire collabore avec les enseignants et enseignantes titulaires et spécialisé-e-s, responsables du projet pédagogique, afin d'optimiser l'autonomie de l'élève dans les apprentissages et de faciliter sa participation aux activités collectives et aux relations interindividuelles. Il soutient l'élève dans son travail autant que nécessaire en mettant en œuvre des conditions optimales de sécurité et de confort afin de lui permettre sa scolarisation à l'école ordinaire.

Cet accompagnement ne concerne en principe pas les gestes nécessitant une qualification médicale particulière. Si la scolarisation de l'élève nécessite d'effectuer de tels gestes, ceux-ci doivent faire l'objet d'un protocole spécifique.

En pratique, l'attribution d'un ou d'une auxiliaire de vie à l'élève dans le domaine scolaire est envisagée dès qu'un examen approfondi de sa situation fait apparaître le besoin d'une aide apportée dans le cadre de la vie scolaire quotidienne et qu'une demande est adressée au Service de l'enseignement spécialisé et des mesures d'aide (SESAM). L'analyse de la demande d'attribution d'un auxiliaire de vie est faite par la cellule d'évaluation cantonale du SESAM, sur la base d'une procédure d'évaluation standardisée (PES). La cellule d'évaluation cantonale du SESAM transmet un préavis à l'inspecteur ou l'inspectrice spécialisé-e pour décision de la mesure. Cette analyse se fait sur la base d'un dossier motivant la nécessité de cet accompagnement. L'inspecteur ou l'inspectrice spécialisé-e mentionne dans sa décision le nombre d'unités

octroyées. La décision tient compte du besoin d'encadrement de l'élève dans les différentes activités scolaires.

Le profil d'auxiliaire de vie scolaire requis est en principe celui d'assistant socio-éducatif ou assistante socio-éducative, les structures ayant aussi la possibilité d'engager des stagiaires HES ou pré-HES. Ainsi, il ne s'est pas avéré nécessaire d'introduire une nouvelle fonction spécifique au sein du personnel de l'Etat de Fribourg.

Ce soutien fondé sur la LPS n'est possible que pour le temps scolaire, d'autres bases légales régissent le soutien lors d'accueil extrascolaire.

1.3. L'encadrement particulier en structure d'accueil extrascolaire selon la LStE en vigueur

L'accueil extrafamilial est régi par la LStE qui règle le financement usuel de la prise en charge des enfants. L'article 13 de la LStE, en vigueur depuis 2011, prévoit toutefois que l'Etat peut subventionner les coûts supplémentaires de l'encadrement spécifique d'un ou d'une enfant qui exige une prise en charge particulière, notamment en raison d'une maladie, d'un handicap mental, psychique ou physique ou d'une déficience sensorielle. L'article 11 du règlement du 27 septembre 2011 sur les structures d'accueil extrafamilial de jour (RStE) précise que, dans les limites du budget, l'Etat peut prendre en charge une partie des coûts résultant de la prise en charge particulière, dans la mesure où la situation l'exige.

1.4. L'auxiliaire de vie extrascolaire – conditions d'octroi

Le présent projet de nouvel article 13a LStE propose que les enfants qui bénéficient d'une MAR sous forme d'octroi d'un ou d'une auxiliaire de vie obtiennent également sur demande des parents cette mesure pour l'accueil extrascolaire. Pour favoriser la cohérence entre le domaine scolaire et l'extrascolaire, l'octroi d'un ou une auxiliaire de vie scolaire et extrascolaire doit reposer sur les mêmes critères. Partant, il est proposé que la décision de prise en charge d'un ou une auxiliaire de vie extrascolaire tienne compte notamment de la décision de l'inspecteur ou l'inspectrice spécialisé-e et du préavis de la cellule d'évaluation cantonale du SESAM.

1.5. Financement de l'auxiliaire de vie extrascolaire

La mise en place des structures d'accueil extrafamilial de jour est de la compétence des communes. Tout comme dans le cadre de la vie scolaire, une intégration peut nécessiter dans certains cas que l'enfant concerné puisse bénéficier de l'aide d'un ou une auxiliaire de vie aussi durant le temps passé en AES. Or, le débat parlementaire sur la motion a fait ressortir

la crainte que, si le coût de cette aide retombe exclusivement à la charge de la commune dans laquelle l'enfant est scolarisé, certaines communes en cause pourraient hésiter à offrir une place d'accueil extrascolaire à un tel enfant.

Dans le domaine scolaire, lorsque des MAR sont dispensées pour un enfant fréquentant l'école ordinaire, leur financement est supporté selon les principes de la loi sur la scolarité obligatoire (50% à charge de l'Etat et 50% à charge des communes), par renvoi de l'article 14 LPS. Dans le prolongement de la logique de la LPS, la motion de Weck/Thalmann-Bolz propose que la charge supplémentaire que constitue l'accompagnement en structure d'accueil extrascolaire d'un enfant au bénéfice d'une MAR suive le même principe. Le présent projet d'article 13a LStE ancre cette règle dans la législation.

1.6. Mise en œuvre

Il est prévu que la mise en œuvre de cette disposition soit confiée au Service de l'enfance et de la jeunesse (SEJ). La demande de soutien pourra être déposée par les structures d'accueil extrascolaire ou les services communaux compétents. La demande de financement devra comprendre la décision d'octroi de mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (MAR) au sens de la loi sur la pédagogie spécialisée, une motivation spécifique et une appréciation du réseau (école etc.), le nombre d'unités concernées et le profil de l'intervenant ou intervenante (profil d'assistant/e socio-éducatif/ive ou éventuellement stagiaire). A l'image des déclarations sur l'activité professionnelle des parents qui sont déjà demandées pour l'attribution de places d'accueils extrascolaire, la demande attestera également le besoin de concilier la vie professionnelle et familiale.

A la fin de l'année scolaire, les récapitulatifs du nombre d'heures engendrées par la mesure et du personnel engagé pour assumer la tâche doivent être déposés auprès du SEJ. Les versements et la répartition financière se feront en fonction des décomptes.

Afin de fixer la procédure et de préserver au mieux l'égalité de traitement et la sécurité du droit, il est prévu de faire figurer le détail de cette procédure dans le RStE.

1.7. Incidences du projet

Le traitement des demandes au sens de l'art. 13a LStE sera effectué par le personnel du SEJ.

En termes de développement durable, l'évaluation effectuée conjointement entre le Secrétariat général de la DSAS et le SEJ a trouvé une plus-value sociale et économique, améliorant essentiellement la cohésion sociale par l'intégration des enfants et la participation des parents au marché du travail par l'amélioration des conditions de conciliation de la vie familiale et professionnelle.

A noter que la répartition du financement, 50% à charge de l'Etat et 50% à charge des communes, fera l'objet d'une analyse dans un prochain paquet du désenchevêtrement des tâches.

La charge financière du présent projet dépendra notamment du nombre et de l'étendue des demandes. En l'état et en l'absence de base de comparaison et de requêtes concrètes, il n'est pas possible de chiffrer la demande de manière fiable. Néanmoins, l'estimation suivante donne déjà un premier ordre de grandeur.

A la rentrée scolaire 2021, les inspecteurs et les inspectrices spécialisé-e-s ont octroyé 67 MAR avec bénéfice d'auxiliaires de vie. Le profil des personnes qui seront engagées en AES dépendra de chaque structure, mais en l'état, le Conseil d'Etat part du principe que les effectifs seront composés de 50% de personnes formées (avec un coût salarial horaire moyen de 37 francs) et de 50% de stagiaires (avec un coût salarial horaire moyen de 10 francs). Dans l'hypothèse où le 75% de ces enfants sollicitent aussi des auxiliaires de vie pour l'accueil extrascolaire et qu'ils l'utilisent à raison de 12h par enfant et par semaine d'école en moyenne, il y a lieu de compter avec une charge financière de 535 800 francs par année ($38 \text{ semaines} \times 12\text{h} \times 50 \text{ enfants} \times (37+10) / 2$ francs de coût horaire moyen), à répartir à raison de 50% entre l'Etat et les communes, en proportion de leur population légale. Ce chiffre demeure naturellement sujet à une évolution.

2. Emoluments

Art. 15a (nouveau)

Cette adjonction n'est pas en lien avec l'objet de la motion.

A ce jour, les émoluments perçus pour des décisions prises en application de la LStE reposent sur les articles 127 à 130 du Code de procédure et de juridiction administrative. Il se justifie d'introduire une base légale spécifique.

La norme pourra être concrétisée dans le règlement sur les structures d'accueil extrafamilial de jour (RStE).

3. Référendum et entrée en vigueur

Le présent texte de loi n'est pas soumis au référendum obligatoire. En revanche, il peut faire l'objet d'un référendum facultatif selon l'article 46 de la Constitution du canton de Fribourg et les articles 128 ss de la Loi sur l'exercice des droits politiques (LEDP; RSF 115.1). Le Conseil d'Etat fixera son entrée en vigueur.



Botschaft 2019-DSAS-67

14. Dezember 2021

des Staatsrates an den Grossen Rat zur Änderung des Gesetzes über die familienergänzenden Tagesbetreuungseinrichtungen (FBG)

Hiermit unterbreiten wir Ihnen einen Entwurf zur Änderung des Gesetzes vom 9. Juni 2011 über die familienergänzenden Tagesbetreuungseinrichtungen (FBG). Dieser Entwurf führt einen Beitrag für besondere Betreuung zugunsten von Kindern ein, die für die Nutzung der ausserschulischen Betreuung auf eine Assistenzperson angewiesen sind.

Darüber hinaus stattet er das FBG mit einer spezifischen Gesetzesgrundlage zur Erhebung von Gebühren aus. Dieser Zusatz hat keinen Bezug zum eigentlichen Vorhaben, sondern will eine formelle Lücke im aktuellen Gesetz schliessen.

1. Beitrag für besondere Betreuung

1.1. Einführung eines neuen Artikels 13a FBG

Artikel 6 Abs. 2 Bst. d des Gesetzes vom 11. Oktober 2017 über die Sonderpädagogik (SPG) sieht vor, dass Assistenzpersonen in der Regelschule integrierte Schülerinnen und Schüler im Alltag begleiten können. Die Kosten für diese Assistenzpersonen werden für die Arbeit während des Unterrichts zwischen dem Kanton und den Gemeinden aufgeteilt. Ist das Kind hingegen im Rahmen der ausserschulischen Betreuung auf eine solche Begleitung angewiesen, so gehen die Kosten für diese Massnahmen zulasten der Gemeinde.

Mit ihrer am 10. Juli 2017 vor dem Hintergrund der Arbeiten der parlamentarischen Kommission zur Prüfung des SPG eingereichten Motion stellen die Grossrätinnen Antoinette de Weck und Katharina Thalmann-Bolz diese Inkohärenz in Frage. Die Motionärinnen verlangten, dass die Kosten für die Begleitung durch eine Assistenzperson auch in familienergänzenden Tagesbetreuungseinrichtungen zwischen dem Kanton und den Gemeinden aufgeteilt werden, in Übereinstimmung mit dem Verteilschlüssel nach SPG. Sie schlugen vor, das FBG entsprechend zu ergänzen.

In seiner Antwort vom 4. September 2018 hat sich der Staatsrat für den Änderungsvorschlag der Motionärinnen ausgesprochen und die Notwendigkeit einer Finanzierung nach dem gleichen Modell wie dem des SPG anerkannt. Am 11. Oktober 2018 hat der Grosse Rat die Motion einstimmig angenommen.

Demnach schlägt der Staatsrat vor, einen neuen Artikel 13a FBG zu verabschieden. Der Entwurf sieht ausdrücklich vor, dass Kindern, die eine verstärkte sonderpädagogische Massnahme (VM) erhalten, im Rahmen der ausserschulischen Betreuung eine Assistenzperson zugeteilt wird, wobei die Finanzierung dieser Massnahmen nach dem Verteilschlüssel gemäss SPG erfolgen würde.

1.2. Assistenzpersonen

Im schulischen Bereich gewährleistet eine Assistenzperson eine bedarfsorientierte Begleitung von Schülerinnen und Schülern mit Behinderungen, die eine VM erhalten und die bei den alltäglichen Lebensverrichtungen auf Hilfe angewiesen sind oder eine aktivitätseinschränkende gesundheitliche Beeinträchtigung aufweisen. Sie arbeitet mit den Klassenlehrpersonen und den Heilpädagoginnen und Heilpädagogen zusammen – diese tragen die Verantwortung für das pädagogische Konzept –, um bei der Schülerin oder dem Schüler das selbstständige Lernen zu optimieren und ihre bzw. seine Teilnahme an den Gemeinschaftsaktivitäten und den zwischenmenschlichen Beziehungen zu erleichtern. Sie unterstützt die Schülerin oder den Schüler bei der Arbeit so viel wie nötig, indem sie optimale Bedingungen in Bezug auf die Sicherheit und den Komfort schafft, um ihr oder ihm den Besuch des Regelunterrichts zu ermöglichen.

Diese Begleitung umfasst normalerweise keine Handlungen, welche eine besondere medizinische Ausbildung erfordern. Sind solche Handlungen für den Schulbesuch der Schülerin oder des Schülers notwendig, so müssen diese in einem separaten Protokoll festgehalten werden.

In der Praxis erfolgt die Zuweisung einer Assistenzperson im schulischen Bereich, sobald eine eingehende Untersuchung ergeben hat, dass die Schülerin oder der Schüler im Rahmen des schulischen Alltags Hilfe benötigt und das entsprechende Gesuch beim Amt für Sonderpädagogik (SoA) eingegangen ist. Dieses Gesuch wird von der kantonalen Abklärungsstelle des SoA im Rahmen eines standardisierten Abklärungsverfahrens (SAV) geprüft. Die Abklärungsstelle fasst eine Stellungnahme zuhanden der Sonderschulinspektorin oder des Sonderschulinspektors, die oder der dann über die Massnahme befindet. Dies geschieht wiederum aufgrund

eines Dossiers, in dem die Notwendigkeit der Begleitung begründet wird. Im Entscheid führt die Sonderschulinspektorin oder der Sonderschulinspektor auf, wie viele Einheiten gewährt werden. Der Entscheid berücksichtigt den Betreuungsbedarf der Schülerin oder des Schülers bei den verschiedenen schulischen Aktivitäten.

Das Anforderungsprofil für Assistenzpersonen entspricht dem der Fachfrau bzw. des Fachmanns Betreuung, wobei auch (vor-)FH-Praktikantinnen und -Praktikanten angestellt werden können. Folglich ist es nicht nötig, beim Freiberufler Staatspersonal eine neue Funktion einzuführen.

Diese Unterstützung aufgrund des SPG ist nur während des Unterrichts möglich; die Unterstützung im Rahmen der ausserschulischen Betreuung wird in anderen gesetzlichen Grundlagen geregelt.

1.3. Besondere Betreuung in der ausserschulischen Betreuung nach geltendem FBG

Die familienergänzende Betreuung ist im FBG geregelt, ebenso die übliche Finanzierung der Betreuung der Kinder. Artikel 13 FBG, in Kraft seit 2011, sieht jedoch vor, dass der Staat für die spezifische Betreuung eines Kindes, das namentlich aufgrund einer Krankheit, einer geistigen, psychischen oder körperlichen Behinderung oder einer Sinnesbehinderung eine besondere Betreuung benötigt, einen Beitrag an die zusätzlichen Kosten leisten kann. Artikel 11 des Reglements vom 27. September 2011 über die familienergänzenden Tagesbetreuungseinrichtungen (FBR) präzisiert, dass der Staat im Rahmen des Voranschlags einen Teil der Kosten für besondere Betreuung übernehmen kann, sofern die Situation dies erfordert.

1.4. Ausserschulische Assistenzpersonen – Zuteilungsbedingungen

Der Entwurf des neuen Artikels 13a FBG schlägt vor, dass Kinder, die eine VM in Form von einer zugeteilten Assistenzperson beziehen, auf Gesuch der Eltern diese Massnahme auch im Rahmen der ausserschulischen Betreuung erhalten. Zur Förderung der Kohärenz zwischen dem schulischen und dem ausserschulischen Bereich müssen der Zuweisung einer schulischen und einer ausserschulischen Assistenzperson dieselben Kriterien zugrunde liegen. Demzufolge wird vorgeschlagen, dass der Entscheid bzgl. Übernahme einer ausserschulischen Assistenzperson namentlich den Entscheid der Sonderschulinspektorin oder des Sonderschulinspektors und die Stellungnahme der kantonalen Abklärungsstelle des SoA berücksichtigt.

1.5. Finanzierung der ausserschulischen Assistenzperson

Die Schaffung von familienergänzenden Tagesbetreuungseinrichtungen ist Sache der Gemeinden. Genau wie im Rahmen des schulischen Alltags kann die Integration in manchen Fällen bedingen, dass das betroffene Kind während seines Aufenthalts in der ausserschulischen Betreuung die Hilfe einer Assistenzperson erhält. Bei den Parlamentsdebatten zur Motion kam allerdings die Befürchtung zutage, dass einige Gemeinden zögern könnten, dem betreffenden Kind einen ausserschulischen Betreuungsplatz anzubieten, wenn die damit verbundenen Kosten gänzlich zulasten seiner Schulgemeinde gehen.

Werden einem Kind, das die Regelschule besucht, im Rahmen der Schule VM erteilt, so wird die Finanzierung aufgrund des Verweises in Artikel 14 SPG nach den Grundsätzen des Gesetzes über die obligatorische Schule übernommen (50% Staat und 50% Gemeinden). In Fortführung der Logik des SPG schlägt die Motion de Weck/Thalmann-Bolz vor, dass sich die zusätzlichen Kosten, die aus der Begleitung eines Kindes mit VM im Rahmen der ausserschulischen Betreuung hervorgehen, nach demselben Grundsatz richten. Der Entwurf von Artikel 13a FBG verankert diese Regel in der Gesetzgebung.

1.6. Umsetzung

Die Umsetzung dieser Bestimmung soll dem Jugendamt (JA) anvertraut werden. Das Unterstützungsgesuch kann von den ausserschulischen Betreuungseinrichtungen oder von den zuständigen Gemeindediensten eingereicht werden, unter Beilage des Entscheids über die Zuweisung von VM im Sinne des SPG, einer separaten Begründung und einer Einschätzung des Netzwerks (Schule usw.), der Anzahl Einheiten und des Profils der Fachperson (Profil Fachperson Betreuung oder evtl. Praktikant/in). Nach dem Beispiel der Angaben über die Erwerbstätigkeit der Eltern, die bereits für die Zuweisung von ausserschulischen Betreuungsplätzen eingeholt werden, soll das Gesuch ebenfalls das Bedürfnis der Vereinbarkeit von Familien- und Berufsleben belegen.

Zum Schuljahresende muss dem JA eine Auflistung der Anzahl der auf die Massnahme zurückzuführenden Stunden und des für die Aufgabe eingesetzten Personals ausgehändigt werden. Die Überweisungen und die finanzielle Aufteilung erfolgen anhand der Abrechnungen.

Zur Festlegung des Vorgehens und zur bestmöglichen Gewährleistung der Gleichbehandlung und der Rechtssicherheit soll dieses Vorgehen im FBR im Detail beschrieben werden.

1.7. Auswirkungen des Entwurfs

Die Bearbeitung der Gesuche im Sinne von Artikel 13a FBG wird das JA-Personal übernehmen.

In Bezug auf die nachhaltige Entwicklung hat die gemeinsam durch die Direktion für Gesundheit und Soziales und das JA durchgeführte Beurteilung einen sozialen und wirtschaftlichen Mehrwert gefunden, wobei durch die Integration der Kinder und die Mitwirkung im Arbeitsmarkt der Eltern dank besserer Vereinbarkeit von Beruf und Familie im Wesentlichen der soziale Zusammenhalt verbessert wird.

Dem ist anzufügen, dass die finanzielle Aufteilung, 50% zu Lasten des Staats und 50% zu Lasten der Gemeinden, in einem künftigen Paket der Aufgabenentflechtung analysiert wird.

Die Kosten dieses Entwurfs werden namentlich von der Zahl und der Tragweite der Gesuche abhängen. Gegenwärtig kann die Nachfrage ohne Vergleichsgrundlage und ohne konkrete Anträge nicht verlässlich beziffert werden. Allerdings geht aus der nachfolgenden Veranschlagung eine erste Grössenordnung hervor.

Zum Schulbeginn 2021 haben die Sonderschulinspektorinnen und Sonderschulinspektoren 67 VM mit Assistenzperson zugesprochen. Das Profil der Personen, die in einer ausserschulischen Betreuungseinrichtung angestellt werden, wird von der jeweiligen Einrichtung abhängen, aber gegenwärtig geht der Staatsrat davon aus, dass die Bestände je zur Hälfte aus Ausgebildeten (durchschn. Lohnkosten/Std. = 37 Franken) und Praktikantinnen und Praktikanten (durchschn. Lohnkosten/Std. = 10 Franken) bestehen werden. In der Annahme, dass 75% der betroffenen Kinder die Assistenzpersonen auch in der ausserschulischen Betreuung in Anspruch nehmen und diese pro Kind und Schulwoche durchschnittlich jeweils 12 Stunden beansprucht werden, ist mit einem finanziellen Aufwand von jährlich 535 800 Franken zu rechnen ($38 \text{ Wochen} \times 12 \text{ Std.} \times 50 \text{ Kinder} \times (37+10) / 2 \text{ Franken}$ durchschn. Kosten/Stunde), der jeweils zur Hälfte aufzuteilen ist zwischen dem Staat und den Gemeinden, entsprechend ihrer zivilrechtlichen Bevölkerung. Dieser Betrag hängt von der jeweiligen Entwicklung ab.

2. Gebühren

Artikel 15a (neu)

Dieser Zusatz hat keinen Bezug zum Gegenstand der Motion.

Gegenwärtig beruht die Erhebung von Gebühren für Entscheide, die in Anwendung des FBG getroffen werden, auf den Artikeln 127 bis 130 des Gesetzes über die Verwaltungsrechtspflege (VRG). Die Einführung einer spezifischen Gesetzesgrundlage ist gerechtfertigt.

Diese Bestimmung kann im FBR konkretisiert werden.

3. Referendum und Inkrafttreten

Der vorliegende Gesetzestext unterliegt nicht dem obligatorischen Referendum. Hingegen kann er dem fakultativen Referendum gemäss Artikel 46 der Verfassung des Kantons Freiburg und Artikel 128ff. des Gesetzes über die Ausübung der politischen Rechte (PRG; SGF 115.1) unterliegen. Der Staatsrat wird sein Inkrafttreten festsetzen.

Loi modifiant la loi sur les structures d'accueil extrafamilial de jour

du...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –
Modifié(s): **835.1**
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu le message 2019-DSAS-67 du Conseil d'Etat du 14 décembre 2021;
Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

I.

L'acte RSF 835.1 (Loi sur les structures d'accueil extrafamilial de jour (LStE), du 9.6.2011) est modifié comme il suit:

Art. 13a (nouveau)

Auxiliaires de vie

¹ Les enfants qui bénéficient en vertu de l'article 32 de la loi du 11 octobre 2017 sur la pédagogie spécialisée d'une mesure d'aide renforcée (MAR) sous forme d'octroi d'un ou d'une auxiliaire de vie peuvent également obtenir cette mesure pour l'accueil extrascolaire.

Gesetz zur Änderung des Gesetzes über die familienergänzenden Tagesbetreuungseinrichtungen

vom...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –
Geändert: **835.1**
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

nach Einsicht in die Botschaft 2019-DSAS-67 des Staatsrats vom 14. Dezember 2021;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Der Erlass SGF 835.1 (Gesetz über die familienergänzenden Tagesbetreuungseinrichtungen (FBG), vom 9.6.2011) wird wie folgt geändert:

Art. 13a (neu)

Assistenzpersonen

¹ Kinder, die aufgrund von Artikel 32 des Gesetzes vom 11. Oktober 2017 über die Sonderpädagogik (SPG) verstärkte sonderpädagogische Massnahmen (VM) durch eine Assistenzperson erhalten, können diese auch im Rahmen der ausserschulischen Betreuung erhalten.

² Le coût de l'aide fournie par les auxiliaires de vie en accueil extrascolaire est réparti entre le canton et les communes conformément à la clef de répartition des coûts prévue par la loi sur la pédagogie spécialisée.

Art. 15a (nouveau)

Emoluments

¹ La Direction ainsi que les autres organes chargés de l'application de la présente loi peuvent percevoir des émoluments pour les autorisations délivrées, les contrôles ou les démarches administratives ou d'instruction effectués, les mesures prises ou toute autre décision rendue ou tout autre service fourni.

² Le tarif des émoluments est fixé par le Conseil d'Etat.

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

² Die Kosten für die ausserschulische Begleitung durch eine Assistenzperson werden gemäss Verteilschlüssel im Gesetz über die Sonderpädagogik zwischen dem Kanton und den Gemeinden aufgeteilt.

Art. 15a (neu)

Gebühren

¹ Die Direktion sowie die weiteren Organe, die mit dem Vollzug dieses Gesetzes betraut sind, können für Bewilligungen, Kontrollen und administrative oder Untersuchungsschritte, für ergriffene Massnahmen und alle anderen Entscheide oder Dienstleistungen Gebühren erheben.

² Der Staatsrat setzt den Tarif der Gebühren fest.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Dieses Gesetz unterliegt dem Gesetzesreferendum. Es unterliegt nicht dem Finanzreferendum.

Der Staatsrat bestimmt das Inkrafttreten dieses Gesetzes.

Annexe

GRAND CONSEIL

2019-DSAS-67

Projet de loi :

**Modification de la loi sur les structures d'accueil
extrafamilial de jour (LStE) - Introduction d'un nouvel
article 13a LStE**

Proposition de la commission ordinaire CO-2022-003

Présidence : Emonet Gaétan

Membres : Berset Alexandre, Berset Solange, Esseiva Catherine, Hayoz Helfer Regula, Lepori Sandra, Meyer Loetscher Anne, Michellod Savio, Schneuwly Achim, Schwaller-Merkle Esther, Thalmann-Bolz Katharina.

Entrée en matière

La commission propose au Grand Conseil tacitement d'entrer en matière sur ce projet de loi.

Proposition acceptée (projet bis)

La commission propose au Grand Conseil de modifier ce projet de loi comme suit :

Art. 13a al. 1 (nouveau)

[Modification rédactionnelle]

¹ Les enfants qui bénéficient, en vertu de l'article 32 de la loi du 11 octobre 2017 sur la pédagogie spécialisée d'une mesure d'aide renforcée (MAR) sous forme d'octroi d'un ou d'une auxiliaire de vie, peuvent également obtenir cette mesure pour l'accueil extrascolaire.

Anhang

GROSSER RAT

2019-DSAS-67

Gesetzesentwurf:

**Änderung des Gesetzes über die familienergänzenden
Tagesbetreuungseinrichtungen (FBG) - Einführung eines
neuen Artikels 13a FBG**

Antrag der ordentlichen Kommission OK-2022-003

Präsidium: Emonet Gaétan

Mitglieder: Berset Alexandre, Berset Solange, Esseiva Catherine, Hayoz Helfer Regula, Lepori Sandra, Meyer Loetscher Anne, Michellod Savio, Schneuwly Achim, Schwaller-Merkle Esther, Thalmann-Bolz Katharina.

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Gesetzesentwurf einzutreten.

Angenommener Antrag (projet bis)

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat, diesen Gesetzesentwurf wie folgt zu ändern:

Art. 13a Abs. 1 (neu)

A1

Betrifft nur die französische Fassung.

Vote final

A l'unanimité des membres présents (10, 1 membre absent), la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de loi tel qu'il sort de ses délibérations (projet bis).

Catégorisation du débat

La Commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Résultats des votes

La proposition suivante a été mise aux voix :

La proposition A1, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 10 voix contre 0 et 0 abstention (décision tacite, 1 membre absent).

A1
CE

Schlussabstimmung

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat einstimmig (10, 1 Mitglied ist abwesend), diesen Gesetzesentwurf in der Fassung, die aus ihren Beratungen hervorgegangen ist (Projekt bis), anzunehmen.

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Abstimmungsergebnisse

Die Kommission hat über den folgenden Antrag abgestimmt:

Antrag A1 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 10 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltung (stillschweigend, 1 Mitglied ist abwesend).

Le 9 mars 2022

Den 9. März 2022



Message 2021-DSAS-97

12 octobre 2021

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de décret concernant la validité de l'initiative constitutionnelle «Pour des urgences hospitalières publiques 24/24 de proximité»

Conformément aux articles 116 et 117 de la loi du 6 avril 2001 sur l'exercice des droits politiques, nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de décret concernant la validation de l'initiative constitutionnelle entièrement rédigée «Pour des urgences hospitalières publiques 24/24 de proximité».

Déposée le 16 juin 2021 par le Comité citoyen HFR, cette initiative constitutionnelle entièrement rédigée (art. 125 LEDP) tend à une révision partielle de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004, afin que l'État garantisse un service d'urgences hospitalières publiques 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, situées dans le sud, dans le centre du canton et dans la partie alémanique.

Son aboutissement a été constaté dans la *Feuille officielle* n° 29 du 23 juillet 2021. Le résultat du dénombrement des signatures et le texte de l'initiative sont transmis au Grand Conseil sous la forme du présent message (art. 116 al. 1 LEDP).

Dans le cadre de la présente procédure, le Grand Conseil est invité à statuer sur la validité de l'initiative (art. 117 al. 1 LEDP).

1. Aboutissement de l'initiative

Selon l'article 116 al. 1 LEDP, lorsque l'initiative a abouti, le Conseil d'Etat transmet au Grand Conseil, en session ordinaire, le résultat du dénombrement des signatures et le texte de l'initiative.

En l'espèce, il y a lieu de constater que l'initiative constitutionnelle entièrement rédigée «Pour des urgences hospitalières publiques 24/24 de proximité» est venue à chef au terme de la procédure applicable en matière d'initiative constitutionnelle, à savoir:

- > dépôt de la demande d'initiative à la Chancellerie d'Etat le 26 février 2021 (art. 112 LEDP);
- > publication par la Chancellerie d'Etat de la demande d'initiative dans la *Feuille officielle* n° 10 du 12 mars 2021, fixant le délai d'apposition des signatures à l'appui de l'initiative du 12 mars 2021 au 11 juin 2021 (art. 115 LEDP);
- > dépôt des listes de signatures à la Chancellerie d'Etat le 11 juin 2021 (art. 107 LEDP);

- > procédure de contrôle et dénombrement des signatures conformément aux articles 108, 109 et 110 LEDP;
- > décision de la Chancellerie d'Etat arrêtant le nombre de signatures valables à 10 483 publiée dans la *Feuille officielle* n° 29 du 23 juillet 2021.

2. Texte de l'initiative

Le texte de l'initiative constitutionnelle entièrement rédigée, est le suivant:

Initiative populaire cantonale «Pour des urgences hospitalières publiques 24/24 de proximité»

La Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 est modifiée comme il suit:

Art. 68 al. 3 et 4 (nouveau) Santé

³*L'Etat garantit un service d'urgences hospitalières publiques 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, situées dans le SUD, dans le centre du canton et dans sa partie alémanique.*

⁴*L'Etat utilise pleinement les modes de financement à sa disposition pour garantir ce service d'urgences hospitalières publiques de proximité, en tenant compte des intérêts régionaux.*

3. Validité de l'initiative

L'article 117 al. 1 LEDP prescrit que le Grand Conseil statue sur la validité matérielle et formelle de l'initiative. Selon l'article 117 al. 1^{bis} LEDP, celle-ci doit être conforme au droit supérieur et exécutable ainsi que respecter l'unité de la forme, de la matière et de rang.

L'initiative porte sur un objet déterminé de manière précise et il existe un rapport intrinsèque entre ses divers points; elle répond ainsi à l'exigence d'unité de la matière posée par la disposition précitée et par l'article 123 LEDP. Elle est par ailleurs formulée en termes généraux et ne mélange pas les niveaux de la Constitution et de la loi; les unités de la forme et de rang sont par conséquent également respectées. Aucun

élément ne permet en outre de retenir que la proposition formulée soit contraire au droit supérieur ou à la Constitution du canton de Fribourg. Elle concerne enfin un objet susceptible manifestement, le cas échéant, d'être exécuté.

Toutes conditions remplies, l'initiative constitutionnelle entièrement rédigée «Pour des urgences hospitalières publiques 24/24 de proximité» peut être validée.

La validité de l'initiative doit faire l'objet d'une décision du Grand Conseil, rendue sous la forme d'un décret et sujette à recours par devant le Tribunal fédéral.

4. Procédure ultérieure

Une fois que le Grand Conseil aura adopté le décret de validité de l'initiative, il sera saisi d'une seconde question de principe, à savoir s'il entend se rallier à l'initiative, élaborer un contre-projet ou la refuser sans contre-projet.

La procédure ultérieure, pour une initiative entièrement rédigée, est régie par l'article 125 LEDP. Si le Grand Conseil décide de se rallier à l'initiative entièrement rédigée, celle-ci est soumise au peuple dans un délai d'une année dès l'adoption du décret constatant sa validité. S'il décide de ne pas s'y rallier et qu'il n'élabore pas de contre-projet, la votation a lieu dans le délai d'un an dès la date d'adoption du décret constatant sa validité.

S'il ne se rallie pas à l'initiative, il peut également dans le délai d'un an dès la date d'adoption du décret constatant sa validité, élaborer un contre-projet, formulé généralement par le Conseil d'Etat. Par ailleurs, il n'est pas possible de lier la procédure portant sur la validité de l'initiative à celle, ultérieure, de la question du ralliement à l'initiative.

5. Conclusion

Le Grand Conseil est invité à constater la validité de l'initiative constitutionnelle entièrement rédigée «Pour des urgences hospitalières publiques 24/24 de proximité».

Conformément aux indications formulées ci-dessus, il appartiendra au Conseil d'Etat, puis au Grand Conseil, à la suite de l'entrée en force du décret proposé, de se prononcer ultérieurement sur la suite à donner à l'initiative.

Nous vous invitons à adopter le projet de décret ci-joint.



Botschaft 2021-DSAS-97

12. Oktober 2021

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf über die Gültigkeit der Verfassungsinitiative «Für bürgernahe öffentliche Spitalnotaufnahme 24/24»

Wir unterbreiten Ihnen gemäss den Artikeln 116 und 117 des Gesetzes vom 6. April 2001 über die Ausübung der politischen Rechte (PRG) einen Dekretsentwurf über die Gültigkeit der Verfassungsinitiative in Form eines ausgearbeiteten Entwurfs «Für bürgernahe öffentliche Spitalnotaufnahme 24/24».

Mit dieser Verfassungsinitiative in Form eines ausgearbeiteten Entwurfs (Art. 125 PRG), die am 16. April 2021 vom HFR-Bürgerkomitee eingereicht wurde, wird eine Teilrevision der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 verlangt, damit der Staat eine öffentliche Spitalnotaufnahme rund um die Uhr und an 7 Tagen in der Woche im Süden, im Zentrum des Kantons und im deutschsprachigen Teil sicherstellt.

Ihr Zustandekommen wurde im Amtsblatt Nr. 29 vom 23. Juli 2021 festgestellt. Das Ergebnis der Auszählung der Unterschriften und der Text der Initiative werden dem Grossen Rat in Form dieser Botschaft überwiesen (Art. 116 Abs. 1 PRG).

Im Rahmen dieses Verfahrens wird der Grosse Rat eingeladen, über die Gültigkeit der Initiative zu entscheiden (Art. 117 Abs. 1 PRG).

1. Zustandekommen der Initiative

Ist die Initiative zustande gekommen, so übermittelt der Staatsrat das Auszählungsergebnis und den Initiativtext gemäss Artikel 116 Abs. 1 PRG dem Grossen Rat für die ordentliche Session.

Im vorliegenden Fall kann man feststellen, dass die Verfassungsinitiative in Form eines ausgearbeiteten Entwurfs «Für bürgernahe öffentliche Spitalnotaufnahme 24/24» am Ende des Verfahrens, das für die Verfassungsinitiative gilt, zustande kam.

- > Einreichung des Initiativbegehrens bei der Staatskanzlei am 26. Februar 2021 (Art. 112 PRG);
- > Veröffentlichung des Initiativbegehrens durch die Staatskanzlei im Amtsblatt Nr. 10 vom 12. März 2021; der Beginn der Frist für die Unterschriftensammlung zur Unterstützung der Initiative wurde auf den 12. März 2021

und das Ende auf den 11. Juni 2021 festgesetzt (Art. 115 PRG);

- > Einreichung der Unterschriftenbogen bei der Staatskanzlei am 11. Juni 2021 (Art. 107 PRG);
- > Kontroll- und Auszählungsverfahren für die Unterschriften gemäss den Artikeln 108, 109 und 110 PRG;
- > Feststellung der Staatskanzlei, dass 10 483 Unterschriften gültig sind, veröffentlicht im Amtsblatt Nr. 29 vom 23. Juli Oktober 2021.

2. Text der Initiative

Der Text der Verfassungsinitiative in Form eines ausgearbeiteten Entwurfs lautet wie folgt:

Kantonale Volksinitiative

«Für bürgernahe öffentliche Spitalnotaufnahme 24/24»

Die Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 wird wie folgt geändert:

Art. 68 Abs. 3 und 4 (neu)

Gesundheit

³ *Der Staat stellt öffentliche Spitalnotaufnahme rund um die Uhr und an 7 Tagen in der Woche im Süden, dem Zentrum des Kantons und in seinem deutschsprachigen Teil sicher.*

⁴ *Der Staat Freiburg schöpft die bestehenden Finanzierungsmöglichkeiten voll aus, um diese bürgernahe öffentliche Spitalnotaufnahme unter Berücksichtigung der regionalen Interessen zu gewährleisten.*

3. Gültigkeit der Initiative

In Artikel 117 Abs. 1 PRG ist vorgesehen, dass der Grosse Rat über die materielle und formelle Gültigkeit der Initiative befindet. Laut Artikel 117 Abs. 1^{bis} PRG darf diese nicht gegen übergeordnetes Recht verstossen, muss durchführbar sein und die Einheit der Form, der Materie und der Normstufe wahren.

Die Initiative betrifft einen genau bestimmten Gegenstand und es besteht ein sachlicher Zusammenhang zwischen ihren verschiedenen Punkten; sie entspricht daher der Anforderung an die Einheit der Materie, die von der zuvor erwähnten Bestimmung und von Artikel 123 PRG vorgeschrieben wird. Sie ist ausserdem in Form einer allgemeinen Anregung formuliert und vermischt nicht Verfassungs- und Gesetzesrang; die Einheit der Form und der Normstufe sind folglich ebenfalls eingehalten. Zudem deutet nichts darauf hin, dass der in der Initiative formulierte Antrag dem höheren Recht oder der Verfassung des Kantons Freiburg widerspricht. Sie betrifft schliesslich einen offensichtlich realisierbaren Gegenstand.

Da alle Voraussetzungen erfüllt sind, kann die Verfassungsinitiative in Form eines ausgearbeiteten Entwurfs «Für bürgernahe öffentliche Spitalnotaufnahme 24/24» für gültig erklärt werden.

Der Grosse Rat muss die Gültigkeit der Initiative in Form eines Dekrets beschliessen, das mit Beschwerde beim Bundesgericht angefochten werden kann.

4. Weiteres Verfahren

Nachdem der Grosse Rat das Dekret über die Gültigkeit der Initiative verabschiedet hat, wird ihm eine zweite Grundsatzfrage gestellt, nämlich ob er die Initiative unterstützen, einen Gegenvorschlag ausarbeiten oder sie ohne Gegenvorschlag ablehnen will.

Das weitere Verfahren für eine Initiative, die in Form eines ausgearbeiteten Entwurfs formuliert wird, ist in Artikel 125 PRG geregelt. Schliesst sich der Grosse Rat der in der Form eines ausgearbeiteten Entwurfs eingereichten Initiative an, so wird diese dem Volk innert einem Jahr seit der Annahme des Dekrets über die Gültigkeit zur Abstimmung unterbreitet. Schliesst sich der Grosse Rat der Initiative nicht an und arbeitet er keinen Gegenvorschlag aus, so findet die Volksabstimmung innert einem Jahr seit der Verabschiedung des Dekrets über die Gültigkeit der Initiative statt.

Schliesst sich der Grosse Rat der Initiative nicht an, so kann er innert einem Jahr seit der Verabschiedung des Dekrets über die Gültigkeit der Initiative einen Gegenvorschlag ausarbeiten, der normalerweise vom Staatsrat formuliert wird. Des Weiteren ist es nicht möglich, das Verfahren für die Gültigkeit der Initiative mit dem weiteren Verfahren zur Frage, ob sich der Grosse Rat der Initiative anschliesst, zu verbinden.

5. Schlussfolgerung

Der Grosse Rat wird eingeladen, die Gültigkeit der Verfassungsinitiative in Form eines ausgearbeiteten Entwurfs «Für bürgernahe öffentliche Spitalnotaufnahme 24/24» festzustellen.

Gemäss den oben formulierten Angaben müssen der Staatsrat und dann der Grosse Rat nach dem Inkrafttreten des Dekrets später entscheiden, welche Folge der Initiative gegeben wird.

Wir laden Sie ein, den beiliegenden Dekretsentwurf anzunehmen.

Décret concernant la validité de l'initiative constitutionnelle «Pour des urgences hospitalières publiques 24/24 de proximité»

du...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –
Modifié(s): –
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu les articles 116 et 117 de la loi du 6 avril 2001 sur l'exercice des droits politiques (LEDP);

Vu le message 2021-DSAS-97 du Conseil d'Etat du 12 octobre 2021;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

I.

Art. 1

¹ La validité de l'initiative constitutionnelle «Pour des urgences hospitalières publiques 24/24 de proximité» est constatée.

² L'initiative sera soumise à votation populaire dans le délai d'une année dès l'adoption du présent décret, sauf si le Grand Conseil décider d'élaborer un contre-projet (art. 127 al. 3ss LEDP).

Dekret über die Gültigkeit der Verfassungsinitiative «Für bürgernahe öffentliche Spitalnotaufnahme 24/24»

vom...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –
Geändert: –
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf die Artikel 116 und 117 des Gesetzes über die Ausübung der politischen Rechte (PRG);

nach Einsicht in die Botschaft 2021-DSAS-97 des Staatsrats vom 12. Oktober 2021;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Art. 1

¹ Die Gültigkeit der Verfassungsinitiative «Für bürgernahe öffentliche Spitalnotaufnahme 24/24» wird festgestellt.

² Die Initiative wird innert eines Jahres nach Verabschiedung dieses Dekrets der Volksabstimmung unterbreitet, ausser wenn der Grosse Rat beschliesst, einen Gegenvorschlag auszuarbeiten (Art. 127 Abs. 3 ff. PRG).

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

Le présent décret n'est pas soumis au referendum.
Il entre en vigueur immédiatement.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Dieses Dekret untersteht nicht dem Referendum.
Es tritt sofort in Kraft.

Annexe

GRAND CONSEIL

2021-DSAS-97

Projet de décret :
Décret concernant la validité de l'initiative constitutionnelle «Pour des urgences hospitalières publiques 24/24 de proximité»

Propositions de la commission ordinaire CO-2022-001

Présidence : Anne Meyer Loetscher

Membres : Bernard Bapst, Eric Barras, Catherine Beaud, Christine Jakob, Armand Jaquier, Carole Raetzo, Jean-Daniel Schumacher, Markus Stöckli, Estelle Zermatten, Simon Zurich

Entrée en matière

Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de décret.

Vote final

Par 11 voix contre 0 et 0 abstention, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Catégorisation du débat

La commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Le 14 février 2022

Anhang

GROSSER RAT

2021-DSAS-97

Dekretsentwurf:
Dekret über die Gültigkeit der Verfassungsinitiative «Für bürgernahe öffentliche Spitalnotaufnahme 24/24»

Antrag der ordentlichen Kommission OK-2022-001

Präsidium : Anne Meyer Loetscher

Mitglieder : Bernard Bapst, Eric Barras, Catherine Beaud, Christine Jakob, Armand Jaquier, Carole Raetzo, Jean-Daniel Schumacher, Markus Stöckli, Estelle Zermatten, Simon Zurich

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Dekretsentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Den 14. Februar 2022



Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Mandat Schnyder Erika / de Weck Antoinette / Pythoud-Gaillard Chantal / **2020-GC-186**
Mäder-Brülhart Bernadette / Bonny David / Dorthe Sébastien / Krattinger-
Jutzet Ursula / Marmier Bruno / Chassot Claude / Mauron Pierre

Prise en charge, dans le cadre des mesures financières COVID-19, des surcoûts des EMS et des services d'aide et de soins à domicile

I. Résumé du mandat

Par mandat déposé et développé le le 18 novembre 2020, les député-é-s signataires demandent au Conseil d'Etat d'établir un **inventaire des surcoûts** générés par les mesures supplémentaires liées au COVID-19 dans les établissements médicaux sociaux (EMS) et dans les services d'aide et de soins à domicile.

Les mandataires relèvent que ces coûts ne devraient pas être **comptabilisés dans le cadre des budgets ordinaires des subventions mais être transposés dans des budgets spécifiques** débloqués par le Conseil d'Etat pour compenser les pertes et manques liés au COVID. Les mandataires demandent que ces surcoûts ne tombent pas dans les postes ordinaires des subventions conformément à la répartition des tâches Etat/communes.

II. Réponse du Conseil d'Etat

En préambule, le Conseil d'Etat rappelle les éléments usuellement financés par les pouvoirs publics.

Le financement du personnel de soins et d'accompagnement dans les EMS est réglé dans le cadre de la législation sur les prestations médico-sociales (LPMS). Sur cette base, la dotation en personnel est surveillée et contrôlée, évitant ainsi tout financement de charges en personnel supplémentaires non reconnues selon les critères définis. Par ailleurs, les pouvoirs publics financent et subventionnent le coût résiduel des soins¹ ainsi que la subvention individuelle aux frais d'accompagnement, à raison de 55 % à charge des communes et 45 % à charge de l'Etat.

La prise en charge des frais d'exploitation non couverts par les contributions de l'assurance obligatoire des soins, des bénéficiaires ou des pouvoirs publics est réglée par l'article 19 LPMS. Cet article précise qu'elle doit être définie dans un mandat de prestations conclu entre l'EMS et l'association de communes qui le mandate. Les communes financent également les frais d'investissements (frais financiers).

¹ Coût total des soins / participation des assureurs maladie / participation des résident-e-s au coût des soins

Pour les services d'aides et de soins à domicile exploités ou mandatés par les associations de communes (SASD), l'Etat alloue une subvention correspondant à 30 % des frais du personnel effectuant les prestations d'aide et de soins à domicile (art. 16 LPMS). Les salaires, charges sociales et frais de déplacement du personnel fournissant les prestations de soins et d'aide sont subventionnés, déduction faite des recettes de l'assurance obligatoire des soins (art. 29 RPMS).

Coûts complémentaires pris en considération pour l'année 2020

En séance du 12 octobre 2020, le Conseil d'Etat a, en raison de la situation particulière liée au COVID, accepté de prendre en compte des coûts complémentaires pour les activités liées aux soins et à l'accompagnement dans les EMS. Comme dans d'autres domaines, ces surcoûts sont financés selon les critères usuels de répartition des charges entre les différents contributeurs (dans le cas présent 55 % communes et 45 % Etat).

La liste des surcoûts pris en considération est exhaustive et a été mise à connaissances des EMS fribourgeois le 27 octobre 2020. Il s'agit des coûts liés au matériel de protection, aux remplacements de l'ensemble du personnel dans le domaine des soins et de l'accompagnement, aux tests ordonnés par le Médecin cantonal (hors prise en charge par la Confédération), à des forfaits pour les médecins-répondants, aux frais de vaccinations contre la grippe saisonnière et à la reconnaissance de charges salariales moyennes supérieures au budget. Enfin, des surdotations temporaires en personnel de soins et d'accompagnement ont été financées ainsi qu'un forfait pour les lits vides dans les EMS mis en quarantaine par le Médecin cantonal. Ces mesures ont été mises en œuvre et financées rétroactivement dès mars 2020. Certaines ont conservé leur validité jusqu'au 30 avril 2021, voire jusqu'à la fin de l'année 2021. En date du 18 janvier 2022, le Conseil d'Etat a décidé de prolonger et réactiver certaines mesures pour l'année 2022.

De plus, lors de sa séance du 1^{er} décembre 2020, le Conseil d'Etat a octroyé au personnel de l'HFR une prime décidée dans le cadre du mandat du Grand Conseil 2020-GC-57 et a également décidé de subventionner les primes versées au personnel de soins et d'accompagnement des EMS. Par ce geste, tant le Conseil d'Etat que le Parlement cantonal ont tenu à saluer l'engagement remarquable des collaboratrices et collaborateurs qui travaillent au front dans la lutte contre le Covid-19.

Les travaux relatifs aux correctifs des comptes 2020 sont en cours et un inventaire précis des coûts pris en considération sera disponible sitôt l'ensemble des comptes validés. L'estimation du surcoût 2020 lié aux mesures spécifiques du COVID dans les EMS s'élève, à ce jour, à un peu plus de 5,5 millions de francs répartis entre le canton et les communes selon les règles usuelles. Afin de leur éviter des problèmes de liquidité, ce montant a été versé en totalité aux EMS sous forme d'acomptes, à charge des comptes 2020, et fait actuellement l'objet d'un contrôle strict de la part du Service de la prévoyance sociale.

Pour les SASD, le Conseil d'Etat a décidé, le 9 décembre 2020, d'octroyer un subventionnement exceptionnel pour l'année 2020. Il s'agit, en plus de la subvention ordinaire versée, de subventionner (à hauteur de 30 %) les salaires des personnes effectuant les prestations d'aide et de soins à domicile qui ont été rémunérées, mais qui n'ont pas fourni de prestations en raison du COVID (personnes en isolement, quarantaine, à risques ou envoyées travailler dans les EMS). Les remboursements des assurances perte de gain, les éventuelles RHT et les recettes obtenues par la facturation aux EMS sont déduits des salaires.

Ainsi, un montant estimé à 220 000 francs a été versé à charge des comptes 2020 sous forme d'acompte, conformément à l'ACE du 9 décembre 2020. Il a fait, en 2021, l'objet d'un décompte définitif dans le cadre de la procédure ordinaire de subventionnement. Les surcoûts subventionnés se montent au final à environ 150 500 francs.

Coûts complémentaires non pris en considération pour l'année 2020

Il est à tout d'abord à noter que les comptes 2020 des EMS, ressortis de leurs rapports annuels, présentent les résultats suivants : 22 EMS présentent un bénéfice ou un exercice neutre, 12 EMS présentent une perte inférieure à 1.5 % du total des charges, 3 EMS ont une perte représentant 2.5 à 4.5 % du total des charges, 2 EMS présentent une perte de plus de 5 %. Ces 2 EMS ont une situation particulière et présentent une perte importante depuis plusieurs années.

Le Conseil d'Etat précise que ses services ne sont pas en mesure de chiffrer les éventuels surcoûts liés au COVID pour la partie des prestations non subventionnées par le canton. En effet, la mise en exergue de tels montants nécessiterait une analyse financière poussée et complète des comptabilités de chaque structure, et ce sur plusieurs années. Seul un tel exercice serait en mesure de présenter une comparaison valable entre l'année 2020 et les précédentes afin de faire ressortir les éventuelles pertes.

Le canton contrôle uniquement les éléments financiers qu'il reconnaît et co-finance. Etablir un inventaire de l'ensemble des surcoûts générés par les mesures supplémentaires liées au COVID dans les EMS et les SASD pour les coûts usuellement non considérés nécessiterait un travail conséquent estimé à 0.5 EPT sur une année. Ces tâches ne peuvent être intégrées dans la charge de travail habituelle des services de la DSAS et impliqueraient un engagement d'une personne supplémentaire ou l'attribution d'un mandat à une fiduciaire. A noter également que cela ne serait possible qu'avec une collaboration importante et une transparence complète de l'ensemble des EMS et des SASD lors des analyses financières.

En conclusion et compte tenu de ce qui précède, le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à :

- > fractionner le mandat ;
- > accepter le volet visant à inventorier l'ensemble des surcoûts liés au COVID que le canton a financé en 2020 ;
- > rejeter le volet visant à inventorier les surcoûts liés au COVID hors soins et accompagnement pour les EMS et hors frais de personnel SASD ;
- > rejeter tout financement supplémentaire et extraordinaire des surcoûts liés au COVID des EMS et des SASD ou toute modification des règles usuelles de répartition entre le canton et les communes ;
- > rejeter le volet visant à comptabiliser les surcoûts liés au COVID dans des budgets spécifiques, les montants ayant déjà été comptabilisés sous les rubriques ordinaires dans les comptes cantonaux et communaux de l'année 2020.

En cas de refus sur le fractionnement, le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à rejeter le mandat.

22 février 2022



Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Auftrag Schnyder Erika / de Weck Antoinette / Pythoud-Gaillard Chantal / **2020-GC-186**
Mäder-Brühlhart Bernadette / Bonny David / Dorthe Sébastien / Krattinger-
Jutzet Ursula / Marmier Bruno / Chassot Claude / Mauron Pierre

Übernahme der Mehrkosten von Pflegeheimen und Spitexdiensten im Rahmen der finanziellen COVID-19-Unterstützungsmassnahmen

I. Zusammenfassung des Auftrags

Mit ihrem am 18. November 2020 eingereichten und begründeten Auftrag ersuchen die Urheberinnen und Urheber den Staatsrat um eine **Aufstellung über die Mehrkosten**, die durch die zusätzlichen Massnahmen im Zusammenhang mit COVID-19 in den Pflegeheimen und Spitexdiensten entstanden sind.

Die Urheberinnen und Urheber des Auftrags machen geltend, dass diese Kosten nicht **in den ordentlichen Subventionsvoranschlägen verbucht werden sollten, sondern in spezifische Voranschläge zu übertragen** seien, die vom Staatsrat freigegeben werden, um Verluste und Ausfälle im Zusammenhang mit COVID-19 auszugleichen. Sie verlangen, dass diese Mehrkosten nicht in die ordentlichen Subventionspositionen gemäss Aufgabenverteilung Staat/Gemeinden fallen.

II. Antwort des Staatsrats

Zunächst nennt der Staatsrat die Aufwendungen, die üblicherweise durch die öffentliche Hand finanziert werden.

Die Finanzierung des Pflege- und Betreuungspersonals in den Pflegeheimen wird im Gesetz über die sozialmedizinischen Leistungen (SmLG) geregelt. Auf dieser Grundlage wird die Personaldotation überwacht und kontrolliert, wodurch vermieden werden kann, dass zusätzliche Personalkosten finanziert werden, die nicht den vorgegebenen Kriterien entsprechen. Des Weiteren finanziert und subventioniert die öffentliche Hand die Restkosten für Pflegeleistungen¹ sowie den individuellen Beitrag an die Betreuungskosten (55 % durch die Gemeinden, 45 % durch den Kanton).

Die Übernahme der Betriebskosten, die nicht durch Beiträge der obligatorischen Krankenpflegeversicherung, der Leistungsbezügerinnen und -bezüger und der öffentlichen Hand gedeckt werden, wird in Artikel 19 SmLG geregelt. Dieser präzisiert, dass die Modalitäten der Übernahme in einem Leistungsauftrag zwischen dem Pflegeheim und dem auftraggebenden Gemeindeverband festzule-

¹ Gesamte Pflegekosten / Beteiligung der Krankenversicherer / Beteiligung der Heimbewohnenden an den Pflegekosten.

gen sind. Die Investitionskosten (Finanzierungskosten) werden ebenfalls von den Gemeinden finanziert.

Die von einem Gemeindeverband beauftragten oder betriebenen Spitexdienste werden vom Staat in Höhe von 30 % der Kosten des Personals für die Ausführung der Hilfe- und Pflegeleistungen subventioniert (Art. 16 SmLG). Die Gehälter, Sozialleistungen und Fahrkosten des Pflege- und Hilfspersonals werden subventioniert, die Einnahmen aus der Verrechnung zulasten der obligatorischen Krankenpflegeversicherung werden abgezogen.

Übernommene Zusatzkosten 2020

In seiner Sitzung vom 12. Oktober 2020 hat sich der Staatsrat angesichts der ausserordentlichen Lage im Zusammenhang mit der Coronapandemie bereit erklärt, Zusatzkosten für Pflege- und Betreuungstätigkeiten in den Pflegeheimen zu übernehmen. Wie in anderen Bereichen werden diese Mehrkosten nach den üblichen Kriterien der Lastenverteilung zwischen den Beitragenden finanziert (im vorliegenden Fall zu 55 % von den Gemeinden und zu 45 % vom Kanton).

Die Liste der berücksichtigten Mehrkosten ist abschliessend und wurde den freiburgischen Pflegeheimen am 27. Oktober 2020 zur Kenntnis gebracht. Es handelt sich um Kosten für Schutzmaterial, Stellvertretungen für das gesamte Personal im Pflege- und Betreuungsbereich, vom Kantonsarzt angeordnete Tests (ausser bei Kostenübernahme durch den Bund), Pauschalen für die Heimärztinnen und Heimärzte, Impfungen gegen die saisonale Grippe, Anerkennung der durchschnittlichen Lohnkosten, die über dem Voranschlag liegen. Schliesslich wurden temporäre Überdotationen von Pflege- und Betreuungspersonal sowie Pauschalen für leere Betten in den Pflegeheimen, für die der Kantonsarzt eine Quarantäne angeordnet hatte, finanziert. Diese Massnahmen wurden ab März 2020 umgesetzt und rückwirkend finanziert. Einige waren bis zum 30. April 2021 oder gar bis Ende 2021 in Kraft. Am 18. Januar 2022 hat der Staatsrat beschlossen, bestimmte Massnahmen für 2022 zu verlängern und zu reaktivieren.

Darüber hinaus hat der Staatsrat in seiner Sitzung vom 1. Dezember 2020 entschieden, dem HFR-Personal eine im Rahmen des grossrätlichen Auftrags 2020-GC-57 beschlossene Prämie zu gewähren und die dem Pflege- und Betreuungspersonal in den Pflegeheimen entrichteten Prämien zu subventionieren. Mit dieser Geste wollten Staatsrat und Kantonsparlament das aussergewöhnliche Engagement der Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter würdigen, die im Kampf gegen COVID-19 an vorderster Front arbeiten.

Zurzeit wird die Jahresrechnung 2020 berichtigt; eine genaue Aufstellung der übernommenen Kosten wird vorliegen, sobald alle Jahresrechnungen genehmigt wurden. Die Mehrkosten in Verbindung mit spezifischen COVID-19-Massnahmen in den Pflegeheimen werden derzeit auf etwas über 5,5 Millionen Franken geschätzt (Aufteilung nach den üblichen Regeln zwischen Kanton und Gemeinden). Um Liquiditätsprobleme der Pflegeheimen zu vermeiden, wurde ihnen dieser Betrag vollständig in Form von Anzahlungen zu Lasten der Jahresrechnung 2020 überwiesen; er wird derzeit vom Sozialvorgeamt genau geprüft.

Betreffend Spitexdienste hat der Staatsrat am 9. Dezember 2020 beschlossen, für das Jahr 2020 eine ausserordentliche Subvention zu gewähren. Zu 30 % subventioniert werden – zusätzlich zur entrichteten ordentlichen Subvention – die Löhne von Personen, die Spitex-Leistungen erbringen und ihren Lohn erhalten haben, jedoch wegen COVID-19 keine Leistungen erbringen konnten (Personen in Isolation oder Quarantäne, Risikopersonen oder Personen, die zur Arbeit in die Pflegeheime

entsandt wurden). Die Vergütungen der Lohnausfallversicherungen, allfällige Kurzarbeitsentschädigungen und die Einnahmen durch die Fakturierung an die Pflegeheime werden von den Gehältern abgezogen.

Im Einklang mit dem Staatsratsbeschluss vom 9. Dezember 2020 wurde somit ein Betrag von schätzungsweise 220 000 Franken zulasten der Jahresrechnung 2020 in Form einer Anzahlung entrichtet. Er wurde 2021 im Rahmen des ordentlichen Subventionierungsverfahrens in einer Schlussabrechnung evaluiert. Die subventionierten Mehrkosten belaufen sich letztlich auf rund 150 500 Franken.

Nicht übernommene Zusatzkosten 2020

Zunächst ist festzuhalten, dass die Jahresrechnungen 2020 der Pflegeheime (gemäss ihren Jahresberichten) folgende Ergebnisse ausweisen: 22 Pflegeheime weisen einen Gewinn oder ein neutrales Ergebnis aus, 12 Pflegeheime verbuchen einen Verlust von weniger als 1,5 % der Gesamtausgaben, 3 Pflegeheime einen Verlust von 2,5 bis 4,5 % ihrer Gesamtausgaben und 2 Pflegeheime einen Verlust von mehr als 5 %, wobei sich letztere in einer besonderen Lage befinden und seit mehreren Jahren einen hohen Verlust ausweisen.

Der Staatsrat weist darauf hin, dass seine Dienststellen nicht in der Lage sind, die allfälligen COVID-19-Mehrkosten für den nicht vom Kanton subventionierten Leistungsteil zu beziffern. Um solche Kosten sichtbar zu machen, wäre eine gründliche und vollständige Finanzanalyse jeder einzelnen Einrichtung notwendig, und dies über mehrere Jahre hinweg. Nur so wäre ein aussagekräftiger Vergleich zwischen dem Jahr 2020 und den Vorjahren möglich, und nur so könnten allfällige Verluste aufgezeigt werden.

Der Kanton kontrolliert nur die finanziellen Bestandteile, die er anerkennt und mitfinanziert. Eine Aufstellung aller Mehrkosten, die durch die zusätzlichen Massnahmen im Zusammenhang mit COVID-19 in den Pflegeheimen und Spitexdiensten für die üblicherweise nicht berücksichtigten Kosten entstanden sind, würde einen erheblichen Arbeitsaufwand erfordern, der für ein Jahr auf 0,5 VZÄ geschätzt wird. Diese Aufgaben können nicht in das normale Arbeitspensum der Dienststellen der Direktion für Gesundheit und Soziales eingebunden werden und würden die Anstellung einer zusätzlichen Person oder die Vergabe eines Auftrags an ein Treuhandbüro bedingen. Im Übrigen wäre dies nur mit einer umfangreichen Zusammenarbeit und vollständiger Transparenz aller Pflegeheime und Spitexdienste im Rahmen der Finanzanalysen möglich.

Abschliessend und angesichts der vorstehenden Ausführungen schlägt der Staatsrat dem Grossen Rat vor:

- > den Auftrag aufzuteilen;
- > den Teil über die Erfassung aller Mehrkosten im Zusammenhang mit COVID-19, die der Kanton im Jahr 2020 finanziert hat, anzunehmen;
- > den Teil über die Erfassung der Mehrkosten im Zusammenhang mit COVID-19 ausser Pflege- und Betreuungskosten für die Pflegeheime sowie Personalkosten für die Spitexdienste abzulehnen;
- > jede zusätzliche und ausserordentliche Finanzierung der Mehrkosten im Zusammenhang mit COVID-19 der Pflegeheime und Spitexdienste oder jegliche Änderung der üblichen Regeln der Kostenaufteilung zwischen Kanton und Gemeinden abzulehnen;

> den Teil über die Verbuchung der im Zusammenhang mit COVID-19 stehenden Mehrkosten in spezifischen Voranschlägen abzulehnen, weil die Beträge bereits in den ordentlichen Positionen der Jahresrechnungen 2020 des Kantons und der Gemeinden verbucht wurden.

Sollte der Grosse Rat eine Aufteilung ablehnen, so schlägt der Staatsrat die Ablehnung des Auftrags vor.

22. Februar 2022



Rapport 2021-DSAS-135

8 février 2022

du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat 2021-GC-38 Wickramasingam Kirthana/Pythoud-Gaillard Chantal – Programme de prévention contre les contaminations aux perturbateurs endocriniens

Nous avons l'honneur de vous soumettre un rapport faisant suite directe au postulat 2021-GC-38 Kirthana Wickramasingam et Chantal Pythoud-Gaillard, transmis au Conseil d'Etat le 1^{er} mars 2021, relatif à la prévention contre les perturbateurs endocriniens.

1. Introduction	1
2. Perturbateurs endocriniens: définitions et explications	1
3. Réglementation suisse et européenne	2
4. Autres actions au niveau fédéral et européen	3
5. Campagne de prévention	3
6. Conclusion	4

1. Introduction

Les auteures du postulat relèvent l'effet néfaste que peuvent avoir les perturbateurs endocriniens sur la santé de la population et demandent au Conseil d'Etat d'étudier la possibilité de conduire une large campagne de prévention contre les contaminations aux perturbateurs endocriniens, en ciblant dans un premier temps les populations à risque et de présenter un rapport qui établirait un plan d'action qui recense les moyens de lutte contre l'exposition aux perturbateurs endocriniens que le canton pourrait adopter face à cette problématique. Elles rappellent la campagne similaire menée par la Ville de Lausanne, dont le canton pourrait s'inspirer, et évoquent différentes pistes d'actions:

- > la formation et l'information des professionnel-le-s de la santé (pédiatres, gynécologues, médecins de famille, infirmiers/ières, pharmacien-ne-s), des professionnel-le-s de la petite enfance, des enseignant-e-s, des élèves dans le cadre de la promotion de la santé en milieu scolaire, etc.;
- > la création d'un site internet de référence pour informer le grand public;
- > l'édiction de recommandations ou de directives pour les écoles, les accueils extrascolaires et les crèches;
- > l'analyse des fournitures distribuées par le matériel scolaire;

- > l'intégration de cette question lors de la construction de bâtiments dédiés aux enfants en évitant les revêtements ou les matériaux de construction problématiques.

Les députées souhaitent également que la sensibilisation soit dans un deuxième temps étendue à d'autres professions particulièrement concernées, notamment dans les domaines agroalimentaires ou de la construction. Il serait selon elles envisageable à terme de conditionner le subventionnement de certaines institutions à l'adoption de bonnes pratiques afin de fournir aux enfants un environnement plus sain.

2. Perturbateurs endocriniens: définitions et explications

Un perturbateur endocrinien est une substance chimique d'origine naturelle ou synthétique altérant les fonctions du système endocrinien et induisant de ce fait des effets nocifs sur la santé. Comme le soulignent les députées, les perturbateurs endocriniens sont présents dans la vie quotidienne. Ils peuvent en effet se trouver dans de nombreux objets usuels (aliments et leur emballage, cosmétique, jouets, matériaux de construction, etc.), dans des médicaments ainsi que dans l'environnement (pesticide, pollutions diverses).

De nombreuses substances peuvent avoir un effet sur le système endocrinien. Elles sont appelées «substances actives sur le système endocrinien» et sont parfois utilisées inten-

tionnellement dans certains médicaments (par ex. pilule contraceptive, substituts d'hormones thyroïdiennes) en raison de leurs effets sur le système endocrinien¹. Toutefois, certaines substances actives sur le système endocrinien peuvent provoquer un effet négatif sur la santé de la personne concernée ou de ses descendant-e-s; il s'agit des perturbateurs endocriniens.

Le système endocrinien ou hormonal est responsable du contrôle et de la régulation des hormones, qui jouent un rôle essentiel dans le développement, la croissance, la reproduction, le métabolisme, l'immunité et le comportement². Il comporte plusieurs glandes. Celles-ci secrètent des hormones qui vont provoquer différentes réponses cellulaires en se fixant sur les récepteurs d'hormones.

Les perturbateurs endocriniens interagissent de diverses façons avec l'organisme. En se fixant sur les récepteurs d'hormones, ils peuvent notamment provoquer ou empêcher la réponse hormonale usuelle.

La possibilité que ces substances exercent une influence sur l'organisme et jouent un rôle au niveau des maladies hormono-dépendantes, des troubles de la reproduction ou d'autres maladies est actuellement en discussion. L'effet nocif chez les humains ou les animaux est démontré scientifiquement pour certaines substances (ex: le diéthylstilbestrol, les polychlorobiphényles). Au surplus, le lien de causalité entre les pathologies précitées et l'exposition aux perturbateurs endocriniens est difficile à démontrer car de nombreux autres facteurs comme le mode de vie (notamment tabagisme, alimentation, stress) ou la prédisposition génétique pourraient en être (co)responsables³. De même, la seule détection d'une substance suspectée d'être un perturbateur endocrinien lors d'une analyse ne suffit pas encore pour présumer d'un éventuel effet néfaste sur le système endocrinien. En cas de soupçon, il est conseillé d'appliquer le principe de précaution.

Malgré la limitation des connaissances scientifiques actuelles, les perturbateurs endocriniens sont particulièrement préoccupants car leurs effets négatifs pourraient s'exprimer même à très faible dose. Le mélange de différents perturbateurs endocriniens est également susceptible d'entraîner des effets imprévisibles sur l'organisme (effet cocktail).

Comme le soulignent les députées, les jeunes enfants, les adolescent-e-s, les femmes enceintes et les enfants à naître sont particulièrement sensibles à une exposition à des perturbateurs endocriniens. Il s'agit en effet de périodes pendant lesquelles les hormones jouent un rôle particulièrement important.

3. Réglementation suisse et européenne

En Suisse, la Confédération a la compétence de prendre des mesures afin de protéger la santé de la population. C'est pourquoi elle a la possibilité de légiférer sur l'utilisation des denrées alimentaires, des agents thérapeutiques, des produits chimiques et des objets qui peuvent présenter un danger pour la santé (art. 118 al. 1 et 2 let. a Cst.). Pour ce faire, la Confédération a réglementé les prescriptions relatives aux perturbateurs endocriniens dans ces domaines particuliers, en se conformant, pour la plupart, à la législation européenne.

Plus concrètement, les bases légales réglant les prescriptions relatives aux perturbateurs endocriniens sont notamment les ordonnances régissant les produits chimiques, la réduction des risques liés aux produits chimiques, les biocides, les produits phytosanitaires, les dispositifs médicaux, les cosmétiques, les denrées alimentaires ainsi que les objets usuels.

On peut donner comme exemple de réglementation concernant les perturbateurs endocriniens la révision de l'ordonnance sur les produits biocides (OPBio; RS 813.12), entrée en vigueur le 1^{er} mars 2018, qui a permis d'intégrer les critères d'identification des perturbateurs endocriniens déjà inscrits dans le règlement délégué de l'Union européenne n° 2017/2100⁴.

L'ordonnance sur la mise en circulation des produits phytosanitaires (OPPh; RS 916.161) a également été révisée en 2019 afin d'inclure le critère de l'effet perturbateur sur le système endocrinien et reprenant les critères du règlement (CE) n° 1107/2009⁵. Les deux règlements européens se basent sur la définition des perturbateurs endocriniens de l'OMS.

La Suisse a également ratifié le 30 juillet 2003 la convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (convention POP), qui est entrée en vigueur le 17 mai 2004. Les principaux engagements de la Suisse lors de la signature de cette convention sont l'interdiction et les restrictions de fabrication et d'utilisation de certains produits commerciaux (pesticides et produits chimiques industriels), mais également l'établissement d'un plan national de mise en œuvre de la convention (avril 2006 et août 2012)⁶.

En conclusion, la réglementation fédérale permet déjà une protection contre les substances chimiques reconnues scientifiquement comme des perturbateurs endocriniens. De plus, cette réglementation est en constante évolution suivant les découvertes scientifiques dans l'objectif de protéger la population suisse. En outre, la Confédération a déjà mis en place plusieurs mesures afin de protéger les nouveau-nés ainsi que

¹ <https://www.efsa.europa.eu/fr/topics/topic/endocrine-active-substances>

² <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefte?AffairId=20173935>

³ OFSP Factsheet perturbateurs endocriniens p. 3.

⁴ https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=uriserv%3AAOJ.L_.2017.301.01.0001.01.FRA&toc=OJ%3AL%3A2017%3A301%3ATOC

⁵ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=celex%3A32009R1107>

⁶ <https://www.bafu.admin.ch/bafu/fr/home/themes/produits-chimiques/info-specialistes/affaires-internationales--produits-chimiques/convention-de-stockholm-pop-sur-les-polluants-organiques-persist.html>

les enfants, qui sont une tranche de la population beaucoup plus impactée par les perturbateurs endocriniens. Pour ce faire, celle-ci dispose notamment d'une réglementation accrue sur l'utilisation de produits comme les phtalates ou le bisphénol-A (BPA) se trouvant dans les objets du quotidien (notamment les biberons) ainsi que les jouets à l'attention des bébés et des enfants.

4. Autres actions au niveau fédéral et européen

En sus des mesures d'ordre législatif, la Confédération a créé un groupe de travail interdépartemental regroupant des représentant-e-s de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP), l'Office fédéral de l'environnement (OFEV), l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (OSAV), l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG), le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) et Swissmedic. Les représentant-e-s proviennent d'autant d'offices différents parce que la problématique des perturbateurs endocriniens est très large et touche les thèmes de la santé et de la protection des consommateurs et consommatrices, de l'environnement, de la sécurité des travailleurs et travailleuses, de la sécurité alimentaire, de l'agriculture ainsi que des médicaments et dispositifs médicaux. Ce groupe de travail a pour but de livrer des informations pertinentes et coordonnées à la population suisse et de proposer également des mesures adaptées permettant de réduire les risques liés aux perturbateurs endocriniens pour les citoyen-ne-s et l'environnement. Il a notamment rédigé une fiche d'information interdépartementale sur les perturbateurs endocriniens¹. Ce groupe de travail a également comme tâche de suivre les avancées dans le domaine au niveau international et de faire partie de différentes commissions internationales.

Pour ce faire, l'OFSP et l'OFEV font partie d'un groupe international d'expert-e-s sur les perturbateurs endocriniens (ECHA-EDEG), qui a pour tâche de transmettre des conseils scientifiques sur des questions liées à l'identification de produits chimiques identifiés comme perturbateurs endocriniens. Ce groupe d'expert-e-s regroupe les autorités compétentes des pays membres de l'Union européenne, de la Commission européenne et de l'EFSA (European Food Safety Authority) ainsi que des organisations touchées par la question.

De plus, la Confédération suit activement et encourage la recherche et les développements scientifiques dans le domaine des perturbateurs endocriniens au niveau national ainsi qu'international. Elle soutient notamment le développement de méthodes standardisées au niveau international permettant d'identifier les perturbateurs endocriniens

(lignes directrices de l'OCDE)² ainsi que pour les contrôles la qualité de l'eau (normes ISO)³.

Enfin, la Confédération a mis en place une série de mesures spécifiques permettant de réduire les perturbateurs endocriniens dans les eaux. Pour ce faire, elle a décidé de financer l'ajout d'une étape de traitement dans certaines stations d'épuration (STEP) afin de permettre de filtrer et réduire la quantité des perturbateurs endocriniens se trouvant dans les eaux traitées. La Confédération, en collaboration avec les cantons, veille à l'assainissement des sites pollués, notamment dans les endroits où l'eau polluée pourrait atteindre les nappes phréatiques et l'eau en surface afin d'y déverser des substances dangereuses.

5. Campagne de prévention

Le Conseil d'Etat est favorable à mener une campagne de prévention contre les perturbateurs endocriniens dans un cadre rationnel et circonscrit, compte tenu du sujet en question et des possibilités actuelles, notamment selon les connaissances scientifiques reconnues. Pour ce faire, le Conseil d'Etat envisage les mesures suivantes, en français et en allemand:

- > L'adaptation du guide pratique élaboré par la Ville de Lausanne⁴. Ce guide fribourgeois sera destiné en premier lieu aux crèches, aux accueils extra-scolaires et aux parents. Il sera distribué et rendu accessible largement à la population, notamment via les cabinets de médecins, les pharmaciens ainsi que les communes.
- > Des affiches, également issues du partenariat avec la Ville de Lausanne, présentant des informations spécifiques par rapport au guide pratique ainsi qu'un QR-code permettant de télécharger ce dernier sur le site de l'Etat de Fribourg.
- > Une page internet sur le site de l'Etat de Fribourg dédiée à la sensibilisation aux perturbateurs endocriniens avec les documents à télécharger.

Il est relevé qu'un accent particulier sera mis sur l'information et la sensibilisation des accueils extra-familiaux, notamment au travers du guide et des affiches. Le thème des perturbateurs endocriniens a également été proposé au comité des Assises fribourgeoises de l'accueil de la petite enfance, qui l'a trouvé intéressant pour 2024.

Le Conseil d'Etat a privilégié l'élaboration d'une campagne qui forme un ensemble cohérent et qui présente un rapport coût/efficacité satisfaisant, tout en respectant l'esprit du postulat. Il existe par ailleurs une possibilité que d'autres mesures, dont la réalisation serait plus adéquate au niveau

² <https://www.oecd.org/fr/env/ess/essais/occdworkrelatedtoendocrinedisrupters.htm>

³ <https://www.iso.org/fr/standards.html>

⁴ <https://www.lausanne.ch/portrait/durabilite/developpement-durable/developpement-durable/ville-durable/promotion-sante/projets/perturbateurs-endocriniens.html>

¹ OFSP Factsheet perturbateurs endocriniens.

national, soient mises en place par la Confédération, notamment via son groupe de travail interdépartemental (cf. chapitre 4). De plus, le Conseil d'Etat a officiellement demandé à l'OFSP que ce dernier mette en place une campagne de prévention contre les perturbateurs endocriniens au niveau national, ceci afin que les informations soient unifiées dans tous les cantons. Pour finir, si une réglementation supplémentaire doit être rédigée concernant des substances considérées comme perturbateurs endocriniens, il est nécessaire que la réglementation soit fédérale pour une uniformisation dans toute la Suisse. L'OFSP partage cet avis et des discussions à l'interne ont débuté.

6. Conclusion

Les perturbateurs endocriniens représentent un enjeu de santé publique. Si certaines mesures de prévention voire de protection nécessitent une mise en œuvre plus globale qu'à l'échelon cantonal, d'autres peuvent être réalisées de façon rationnelle dans le canton de Fribourg uniquement.

Le Conseil d'Etat va effectuer une campagne de prévention contre les perturbateurs endocriniens basée sur le guide pratique et les affiches issus du partenariat avec la Ville de Lausanne, ainsi que mettre en place une page dédiée à ce sujet sur le site de l'Etat de Fribourg.

En conclusion, le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à prendre acte de ce rapport.



Bericht 2021-DSAS-135

8. Februar 2022

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Postulat 2021-GC-38 Wickramasingam Kirthana/Pythoud-Gaillard Chantal – Präventionsprogramm gegen die Belastung mit endokrinen Disruptoren

Hiermit unterbreiten wir Ihnen den Bericht zum Postulat 2021-GC-38 Kirthana Wickramasingam und Chantal Pythoud-Gaillard, das am 1. März 2021 dem Staatsrat überwiesen wurde, zum Thema Prävention im Bereich endokrine Disruptoren.

1. Einleitung	5
2. Endokrine Disruptoren: Definitionen und Erklärungen	5
3. Schweizerische und europäische Vorschriften	6
4. Weitere Aktionen in der Schweiz und Europa	7
5. Präventionskampagne	7
6. Schluss	8

1. Einleitung

Die Postulantinnen verweisen auf die schädlichen Auswirkungen, die endokrine Disruptoren auf die Gesundheit der Bevölkerung haben können, und fordern den Staatsrat auf, die Möglichkeit zur Durchführung einer breit angelegten Präventionskampagne gegen die Belastung mit endokrinen Disruptoren zu prüfen, die sich in einem ersten Schritt an die Risikogruppen richtet, und einen Bericht vorzulegen, aus dem ein Aktionsplan hervorgeht, der die Mittel zur Bekämpfung der Exposition gegenüber endokrinen Disruptoren umfasst, die der Kanton angesichts dieser Problematik umsetzen könnte. Sie verweisen auf eine vergleichbare Kampagne der Stadt Lausanne, die dem Kanton Freiburg als Vorbild dienen könnte, und zählen mehrere Handlungsschienen auf:

- > Schulung und Information der Gesundheitsfachpersonen (Kinderärztinnen/-ärzte, Frauenärztinnen/-ärzte, Hausärztinnen/-ärzte, Pflegefachpersonen, Apotheker/innen), Fachpersonen der frühkindlichen Betreuung, Lehrpersonen, Schülerinnen und Schüler im Rahmen der Gesundheitsförderung in der Schule usw.;
- > Einrichtung einer Website zur Information der breiten Öffentlichkeit;
- > Erlass von Empfehlungen oder Richtlinien für Schulen, ausserschulische Betreuungseinrichtungen und Kinderkrippen;

- > Analyse des von der Lehrmittelverwaltung verteilten Materials;
- > Berücksichtigung dieser Problematik beim Bau von Gebäuden, die für Kinder bestimmt sind, durch Vermeidung problematischer Verkleidungen oder Baumaterialien.

Des Weiteren möchten die Grossrätinnen, dass die Sensibilisierung in einem zweiten Schritt auf andere besonders betroffene Berufe ausgeweitet wird, z. B. in der Lebensmittelindustrie oder im Bauwesen. Ihrer Meinung nach wäre es langfristig denkbar, die Subventionierung bestimmter Einrichtungen von der Verabschiedung Guter Praktiken abhängig zu machen, um Kindern damit ein gesünderes Umfeld bieten zu können.

2. Endokrine Disruptoren: Definitionen und Erklärungen

Endokrine Disruptoren sind natürliche oder synthetische Chemikalien, welche die Funktionen des Hormonsystems (auch endokrines System genannt) verändern und dadurch zu nachteiligen Wirkungen auf die Gesundheit führen. Wie die Grossrätinnen betonen, sind endokrine Disruptoren Bestandteil unseres Alltags. Sie können in zahlreichen Gebrauchsgegenständen (Lebensmittel und deren Verpackung, Kosmetika, Spielzeug, Baumaterialien usw.), in Arzneimitteln sowie in der Umwelt (Pflanzenschutzmittel, verschiedene Belastungen) vorkommen.

Zahlreiche Substanzen können sich auf das endokrine System auswirken. Sie werden als «endokrin aktive Substanzen» bezeichnet und aufgrund ihrer endokrin aktiven Eigenschaften manchmal gezielt in der Medizin eingesetzt (z. B. in Antibaby-Pillen oder Schilddrüsenhormon-Ersatzpräparaten)¹. Einige endokrin aktive Substanzen können jedoch einen schädlichen Effekt auf die Gesundheit der betroffenen Person oder ihrer Nachkommen haben; diese werden als endokrine Disruptoren bezeichnet.

Das endokrine System oder Hormonsystem kontrolliert und steuert die Hormone, die bei Entwicklung, Wachstum, Fortpflanzung, Stoffwechsel, Immunität und Verhalten von wesentlicher Bedeutung sind.² Es umfasst mehrere Drüsen. Diese schütten Hormone aus, die verschiedene Zellreaktionen auslösen, indem sie an Hormonrezeptoren andocken.

Endokrine Disruptoren interagieren auf verschiedene Weise mit dem Körper. Indem sie sich an die Hormonrezeptoren binden, können sie insbesondere die vorgesehene Hormonreaktion auslösen oder verhindern.

Es ist noch nicht erwiesen, welchen Einfluss diese Stoffe auf den menschlichen Organismus haben: Fachpersonen diskutieren über einen möglichen Zusammenhang von endokrinen Disruptoren mit hormonabhängigen Erkrankungen sowie Fortpflanzungsstörungen. Die schädliche Wirkung auf die Gesundheit von Mensch oder Tier ist für bestimmte Stoffe wissenschaftlich nachgewiesen (z. B. Diethylstilbestrol, polychlorierte Biphenyle). Ein ursächlicher Zusammenhang zwischen der Aufnahme von endokrinen Disruptoren und diesen Erkrankungen und Störungen ist jedoch schwer zu belegen, weil neben endokrinen Disruptoren noch viele weitere Faktoren wie Lebensstil (z. B. Rauchen, Ernährung, Stress usw.) und Veranlagung (z. B. genetisch) (mit)verantwortlich sein können.³ Ebenso reicht der blosser Nachweis eines Stoffes, der im Verdacht steht, ein endokriner Disruptor zu sein, bei einer Analyse noch nicht aus, um eine mögliche schädliche Wirkung auf das endokrine System anzunehmen. Im Zweifelsfall ist es ratsam, das Vorsorgeprinzip anzuwenden.

Trotz der begrenzten wissenschaftlichen Erkenntnisse, die derzeit vorliegen, sind endokrine Disruptoren besonders besorgniserregend, da ihre negativen Auswirkungen selbst schwach dosiert zum Tragen kommen könnten. Auch die Mischung verschiedener endokriner Disruptoren kann zu unvorhersehbaren Auswirkungen auf den Organismus führen (Cocktail-Effekt).

Wie die Grossrätinnen betonen, sind Kleinkinder, Jugendliche, Schwangere und Ungeborene besonders empfindlich

gegenüber einer Exposition mit endokrinen Disruptoren. Während diesen Phasen spielen die Hormone nämlich eine besonders wichtige Rolle.

3. Schweizerische und europäische Vorschriften

In der Schweiz ist der Bund befugt, Massnahmen zu ergreifen, um die Gesundheit der Bevölkerung zu schützen. Aus diesem Grund hat er die Möglichkeit, Vorschriften zu erlassen über den Umgang mit Lebensmitteln, Heilmitteln, Betäubungsmitteln, Chemikalien und Gegenständen, welche die Gesundheit gefährden können (Art. 118 Abs. 1 und 2 Bst. a BV). Zu diesem Zweck hat der Bund in diesen spezifischen Bereichen Vorschriften zu den endokrinen Disruptoren erlassen, die grösstenteils mit denjenigen des europäischen Rechtssystems harmonisiert sind.

Die Rechtsgrundlagen, welche die Vorschriften zu den endokrinen Disruptoren regeln, sind insbesondere: Chemikalienverordnung, Chemikalien-Risikoreduktions-Verordnung, Biozidprodukteverordnung, Pflanzenschutzmittelverordnung, Medizinprodukteverordnung, Verordnung des EDI über kosmetische Mittel, Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständeverordnung.

Ein Beispiel für eine Regelung zu endokrinen Disruptoren ist die am 1. März 2018 in Kraft getretene Revision der Biozidprodukteverordnung (VBP; SR 813.12), mit der die bereits in der Delegierten Verordnung (EU) 2017/2100 der Kommission⁴ verankerten Kriterien zur Identifizierung endokriner Disruptoren aufgenommen werden konnten.

Die Verordnung über das Inverkehrbringen von Pflanzenschutzmitteln (Pflanzenschutzmittelverordnung, PSMV; SR 916.161) wurde 2019 ebenfalls revidiert, um das Kriterium der endokrinschädlichen Eigenschaften aufzunehmen und die Kriterien der Verordnung (EG) Nr. 1107/2009⁵ zu übernehmen. Die beiden EU-Verordnungen basieren auf der WHO-Definition von endokrinen Disruptoren.

Zudem wurde das Stockholmer Übereinkommen über persistente organische Schadstoffe (POP-Konvention) von der Schweiz am 30. Juli 2003 ratifiziert und trat am 17. Mai 2004 in Kraft. Es enthält insbesondere die folgenden Verpflichtungen für die Schweiz: Verbote und Beschränkungen der Herstellung und Verwendung gewisser Handelsprodukte (Pestizide und/oder Industriechemikalien), jedoch auch das Erstellen eines nationalen Durchführungsplans (April 2006 und August 2012)⁶.

⁴ https://eur-lex.europa.eu/legal-content/DE/TXT/?uri=uriserv%3AOJ.L_.2017.301.01.0001.01.DEU&toc=OJ%3AL%3A2017%3A301%3ATOC.

⁵ EUR-Lex - 32009R1107 - EN - EUR-Lex (europa.eu).

⁶ <https://www.bafu.admin.ch/bafu/de/home/themen/chemikalien/fachinformationen/internationales--chemikalien/stockholmer-pop-uebereinkommen-ueber-persistente-organische-scha.html>.

¹ <https://www.efsa.europa.eu/de/topics/topic/endocrine-active-substances>.

² <https://www.parlament.ch/de/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefte?AffairId=20173935>.

³ BAG-Factsheet: Endokrine Disruptoren, S. 3.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die Bundesregelung bereits einen Schutz vor Chemikalien ermöglicht, die wissenschaftlich als endokrine Disruptoren anerkannt sind. Darüber hinaus wird diese Regelung ständig weiterentwickelt, um wissenschaftlichen Erkenntnissen Rechnung zu tragen und die Schweizer Bevölkerung zu schützen. Des Weiteren hat der Bund bereits mehrere Massnahmen zum Schutz von Neugeborenen und Kindern eingeführt, die eine Bevölkerungsgruppe darstellen, denen die endokrinen Disruptoren viel mehr zusetzt. Zu diesem Zweck hat er unter anderem strengere Vorschriften für die Verwendung von Stoffen wie Phthalaten oder Bisphenol A (BPA) erlassen, die sich in Gebrauchsgegenständen (insbesondere Schoppenflaschen) sowie Spielzeug für Babys und Kinder befinden.

4. Weitere Aktionen in der Schweiz und Europa

Zusätzlich zu den Gesetzgebungsmassnahmen hat der Bund eine interdepartementale Arbeitsgruppe mit Vertreterinnen und Vertretern des Bundesamts für Gesundheit (BAG), des Bundesamts für Umwelt (BAFU), des Bundesamts für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen (BLV), des Bundesamts für Landwirtschaft (BLW), des Staatssekretariats für Wirtschaft (SECO) und Swissmedic gebildet. Die Vertreterinnen und Vertreter kommen aus so vielen verschiedenen Ämtern, weil die Problematik der endokrinen Disruptoren sehr breit gefächert ist und die Themen Gesundheit und Verbraucherschutz, Umwelt, Sicherheit der Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer, Lebensmittelsicherheit, Landwirtschaft sowie Arzneimittel und Medizinprodukte berührt. Die Arbeitsgruppe soll sachdienliche und fachlich abgestimmte Informationen zugunsten der Schweizer Bevölkerung erteilen und angemessene Massnahmen zum Schutz der Bevölkerung und der Umwelt vor endokrinen Disruptoren vorschlagen. Sie hat unter anderem ein interdepartementales Factsheet zum Thema endokrine Disruptoren herausgegeben.¹ Des Weiteren verfolgt die Arbeitsgruppe die internationalen Entwicklungen im Bereich endokrine Disruptoren und ihre Mitglieder arbeiten in internationalen Gremien mit.

In diesem Rahmen beteiligen sich BAG und BAFU in einer internationalen Expertengruppe für endokrine Disruptoren (ECHA EDEG), deren Aufgabe die wissenschaftliche Beratung bei Fragen im Zusammenhang mit der Identifizierung von Chemikalien mit endokrinschädigenden Eigenschaften ist. Diese Expertengruppe umfasst die zuständigen Behörden der EU-Mitgliedsstaaten, der Europäischen Kommission und der EFSA (*European Food Safety Authority*) sowie Organisationen, die von diesem Thema betroffen sind.

Darüber hinaus verfolgt und fördert der Bund die Forschung und die wissenschaftliche Entwicklung auf dem Gebiet der endokrinen Disruptoren auf nationaler wie auch auf inter-

nationaler Ebene. Zum Beispiel unterstützt er die Entwicklung international standardisierter Methoden zum Nachweis endokriner Disruptoren (OECD Testrichtlinien)² und zur Überprüfung der Gewässerqualität (ISO Standards).³

Schliesslich hat der Bund eine Reihe von spezifischen Massnahmen eingeführt, mit denen endokrine Disruptoren in Gewässern reduziert werden können. Um dies zu erreichen, hat er beschlossen, den Ausbau ausgewählter Kläranlagen mit einer zusätzlichen Reinigungsstufe zu finanzieren; diese ermöglicht es, die Menge an endokrinen Disruptoren, die sich im behandelten Wasser befinden, zu filtern und zu reduzieren. Bund und Kantone sorgen dafür, dass Standorte, bei denen z. B. über die Sickerwässer gefährliche Substanzen in Oberflächengewässer oder das Grundwasser gelangen können – sogenannte Altlasten – saniert werden.

5. Präventionskampagne

Der Staatsrat befürwortet die Durchführung einer Präventionskampagne gegen endokrine Disruptoren in einem zweckmässigen und klar definierten Rahmen, unter Berücksichtigung des fraglichen Themas und der aktuellen Möglichkeiten, insbesondere gemäss den anerkannten wissenschaftlichen Erkenntnissen. Zu diesem Zweck plant der Staatsrat folgende Massnahmen auf Deutsch und Französisch:

- > Anpassung des praktischen Leitfadens, der von der Stadt Lausanne erstellt wurde.⁴ Dieser Freiburger Leitfaden wird sich in erster Linie an Kindertagesstätten, ausser-schulische Betreuungseinrichtungen und Eltern richten. Er wird in der Bevölkerung verteilt und breit zugänglich gemacht, insbesondere über Arztpraxen, Apotheken und die Gemeinden.
- > Plakate, ebenfalls in Zusammenarbeit mit der Stadt Lausanne, mit spezifischen Informationen zum praktischen Leitfaden sowie einem QR-Code, mit dem der Leitfaden von der Website des Staates Freiburg heruntergeladen werden kann.
- > Internetseite auf der Website des Staates Freiburg, die der Sensibilisierung für endokrine Disruptoren gewidmet ist und Dokumente zum Herunterladen enthält.

Es wird darauf hingewiesen, dass ein besonderer Schwerpunkt auf die Information und Sensibilisierung der familienergänzenden Betreuung gelegt wird, insbesondere durch den Leitfaden und die Plakate. Das Thema der endokrinen Disruptoren wurde auch dem Verein «Freiburger Tagung Kleinkinderbetreuung» vorgeschlagen, der es für 2024 interessant fand.

² <https://www.oecd.org/fr/env/ess/essais/oecdworkrelatedtoendocrinedisrupters.htm>.

³ <https://www.iso.org/fr/standards.html>.

⁴ <https://www.lausanne.ch/portrait/durabilite/developpement-durable/developpement-durable/ville-durable/promotion-sante/projets/perturbateurs-endocriniens.html>.

¹ BAG-Factsheet: Endokrine Disruptoren.

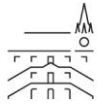
Der Staatsrat bevorzugt eine Kampagne, die ein kohärentes Ganzes bildet und ein zufriedenstellendes Kosten-Nutzen-Verhältnis aufweist, wobei der Geist des Postulats gewahrt werden soll. Im Übrigen besteht die Möglichkeit, dass andere Massnahmen, die vorzugsweise auf nationaler Ebene realisiert werden sollten, vom Bund umgesetzt werden, insbesondere über dessen interdepartementale Arbeitsgruppe (s. Punkt 4.). Darüber hinaus hat der Staatsrat das BAG offiziell aufgefordert, eine landesweite Präventionskampagne gegen endokrine Disruptoren durchzuführen, damit die Informationen in allen Kantonen einheitlich sind. Muss eine zusätzliche Regelung für Stoffe, die als endokrine Disruptoren gelten, verfasst werden, ist es notwendig, dass dies im Hinblick auf eine gesamtschweizerische Vereinheitlichung auf Bundesebene geschieht. Das BAG teilt diese Ansicht, entsprechende interne Diskussionen laufen.

6. Schluss

Endokrine Disruptoren stellen eine Herausforderung für die öffentliche Gesundheit dar. Manche Präventions-, aber auch Schutzmassnahmen müssen nicht nur kantonale, sondern breiter umgesetzt werden, andere wiederum können nur im Kanton Freiburg zweckmässig realisiert werden.

Basierend auf dem praktischen Leitfaden und den Plakaten, die aus der Zusammenarbeit mit der Stadt Lausanne hervorgehen, wird der Staatsrat eine Präventionskampagne gegen endokrine Disruptoren durchführen. Des Weiteren wird er auf der Website des Staates Freiburg eine Seite zu diesem Thema einrichten.

Abschliessend lädt der Staatsrat den Grossen Rat ein, diesen Bericht zur Kenntnis zu nehmen.



Altermatt Bernhard, Galley Liliane

Guerre en Ukraine

Cosignataires : 3

Réception au SGC : 10.03.22

Transmission au CE :

Dépôt

Nous, membres du Grand Conseil du Canton de Fribourg, assurons la population de l'Ukraine de notre solidarité la plus complète face à l'agression contraire au droit international qu'elle est en train de vivre en cette heure sombre pour l'histoire européenne.

La paix, la non-violence, la liberté et la démocratie sont des valeurs et des aspirations que notre collectivité partage avec l'Ukraine et que notre action, en politique et au-delà, doit tendre à protéger et à renforcer.

Nous appelons les parties prenantes dans la guerre à cesser immédiatement toutes les hostilités, à garantir la sécurité des personnes et en particulier de la population civile, à retirer leurs troupes de territoires occupés et à respecter le droit de chaque pays à choisir son destin de manière autonome et de vivre en paix avec ses voisins.

—

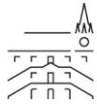
Développement

Lors de sa réunion du 25 février 2022 – quelque 36 heures après le début de la guerre en Ukraine – la Commission des affaires extérieures (ci-après : CAE) a été saisie d'une proposition par l'un de ses membres et a mandaté, après discussion, les cinq membres soussignés pour rédiger et déposer auprès du secrétariat du Grand Conseil une résolution en faveur de la paix, de la stabilité et de la démocratie.

La guerre en Ukraine aura déjà duré un mois entier lorsque le Grand Conseil se réunira en mars et la souffrance de la population grandit de jour en jour. L'Ukraine, sous occupation militaire, a vu sa souveraineté et son intégrité territoriale violées. L'Europe et le monde resteront marqués pendant de longues décennies par les événements dramatiques qui ont lieu à l'Est de notre continent. La Suisse, ses cantons et sa population, ressentiront durablement les effets de cette guerre. Les premières personnes réfugiées ont été accueillies chez nous. Les effets majeurs ont commencé à se faire sentir en politique extérieure, économique et énergétique.

Nous remercions les membres du Grand Conseil de leur soutien à la résolution dont l'effet sera certes limité, mais qui représente un signal particulièrement important pour les personnes dans la zone de guerre. S'il devait y avoir des évolutions déterminantes en lien avec la situation sur le terrain, les auteurs et auteures de la résolution en adapteront la teneur en coordination avec le président de la CAE. Une version imprimée sera distribuée à tous les membres du Grand Conseil le premier jour de la session.

—



Altermatt Bernhard, Galley Liliane

Krieg in der Ukraine

Mitunterzeichner : 3

Eingang SGR : 10.03.22

Weitergeleitet SR :

Begehren

Wir, gewählte Mitglieder des Grossen Rats des Kantons Freiburg, versichern die Bevölkerung der Ukraine, unserer vollen Solidarität angesichts des völkerrechtswidrigen Angriffs, dem ihr Land in einem der dunkelsten Momente der jüngsten Geschichte Europas zum Opfer fällt.

Der Friede, die Gewaltlosigkeit, die Freiheit und die Demokratie sind Werte und Bestrebungen, die unsere Gemeinschaft mit der Ukraine teilt und die wir bei unserem Wirken in der Politik und darüber hinaus schützen und stärken wollen.

Wir rufen alle Kriegsparteien auf, die Kampfhandlungen mit sofortiger Wirkung einzustellen, die Sicherheit der Menschen und insbesondere der Zivilbevölkerung zu garantieren, ihre Truppen aus besetzten Gebieten abzuziehen und das Recht jedes Landes, seine Geschicke eigenständig zu bestimmen und in Frieden mit seinen Nachbarn zu leben, zu achten.

—

Begründung

Die Kommission für auswärtige Angelegenheiten (KAA) hat an ihrer Sitzung vom 25. Februar 2022 – knapp 36 Stunden nach dem Ausbruch des Krieges in der Ukraine – auf Vorschlag eines Kommissionsmitglieds und nach anschliessender Diskussion die fünf obenstehenden Mitglieder beauftragt, eine Resolution zugunsten von Frieden, Stabilität und Demokratie zu verfassen und beim Sekretariat des Grossen Rats einzureichen.

Der Ukrainekrieg wird zum Zeitpunkt der Märzsession des Grossen Rats bereits einen Monat gedauert haben, und das Leid der Menschen wächst täglich. Die Ukraine als souveränes und territorial unversehrtes Land befindet sich in einem Zustand der militärischen Besetzung, und die internationale Ordnung wird auf Jahrzehnte hinaus von den dramatischen Ereignissen im Osten Europas geprägt bleiben. Auch die Schweiz, ihre Kantone und Bevölkerung werden von diesem Krieg langfristig betroffen bleiben. Die ersten flüchtenden Menschen haben bereits bei uns Aufnahme gefunden. Die ersten aussen- und wirtschaftspolitischen Auswirkungen werden spürbar.

Wir danken allen Mitgliedern des Grossen Rats für die Unterstützung der Resolution, deren Wirkung zwar begrenzt ist, die jedoch für die Menschen im Kriegsgebiet ein wichtiges Zeichen ist. Sofern sich bis Sessionsbeginn massgebende Änderungen der sicherheitspolitischen Lage ergeben, werden die Urheber und Urheberinnen der Resolution in Rücksprache mit dem Präsidenten der KAA den genauen Wortlaut der Resolution anpassen. Eine ausgedruckte Version wird allen Ratsmitgliedern am ersten Tag der Session vorliegen.

—